

BMS : Persistance de la canicule sur le sud du pays

Des températures caniculaires continueront de dépasser localement les 48° C dans le sud du pays jusqu'à ce soir, a indiqué hier l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS).

P. 2

DK NEWS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Mercredi 17 juillet 2019 - 14 Dhou al q'ida 1440 - N° 2267 - 6^e année - Prix : Algérie : 10 DA. France : 1€



Horaires des prières

Fajr: 03h44 Dohr: 12h54

Asr: 16h45 Maghreb: 20h10 Isha: 21h49

MÉTÉO



Alger	: 32°	24°
Oran	: 33°	24°
Annaba	: 31°	23°
Béjaïa	: 28°	21°
Tamanrasset:	29°	20°

www.dknews-dz.com

ALGÉRIE-MALI

Le ministre malien des AE en visite de travail à Alger

Entretiens entre M. Boukadoum et son homologue malien Tiébili Dramé

P. 24

ALGÉRIE-SYRIE

L'Algérie déplore l'intervention militaire étrangère à Idlib en Syrie

P. 24

CHINE-ALGÉRIE

Une étudiante algérienne sauve une vie dans le Hunan grâce à un don de sang

P. 3

SITUATION POLITIQUE EN ALGÉRIE :

L'attractivité du secteur des hydrocarbures n'a pas pris une ride



Les compagnies étrangères continuent à accorder un intérêt particulier au marché algérien des hydrocarbures, désavouant ainsi les «analyses» misant sur un «désinvestissement» éminent dans ce secteur en réaction à la situation politique du pays.

P. 5

POLITIQUE

Marche des étudiants pour réitérer les revendications de changement des symboles du système

P. 3

GNL:

L'Algérie possède les potentialités pour exporter vers l'Asie

P. 5

HADJ 2019

Arrivée à Médine des premiers groupes de hadjis

P. 24



SANTÉ

SIDA : 770.000 morts en 2018, soit une baisse d'un tiers depuis 2010

P. 10

FOOTBALL

CAN-2019 / FINALE SÉNÉGAL - ALGÉRIE (1-3) :

Concentration maximale chez les «Verts»

Après avoir bénéficié d'une journée de détente et de décontraction, les joueurs de la sélection algérienne de football ont repris le travail hier, à trois jours de la finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, vendredi face au Sénégal au stade international du Caire (20h00 algériennes).

P. 21-22

PÉTROLE :

Anadarko s'apprête à valider l'accord de son rachat par OXY

P. 6

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE

Quatorze (14) orpailleurs arrêtés à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

P. 24

MÉTÉO

Persistence de la canicule sur le sud du pays

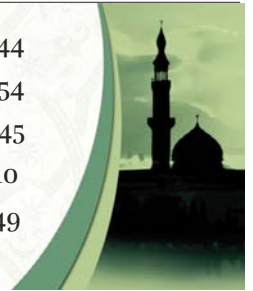
Des températures caniculaires continueront de dépasser localement les 48 C dans le sud du pays jusqu'à ce soir, a indiqué hier l'Office national de la météorologie dans un bulletin météorologique spécial (BMS). La canicule continuera d'affecter Adrar et le Nord de Tamanrasset jusqu'à ce soir à 21h00, a précisé la même source.



Horaire des prières

Mercredi 14 Dhou al q'ida 1440

Fajr	03:44
Dohr	12:54
Asr	16:45
Maghreb	20:10
Isha	21:49



LE 20 JUILLET AU CIC
Session extraordinaire du Conseil national du RND



Après l'annulation de la session extraordinaire du Conseil national du RND initialement, prévue pour le 6 juillet dernier, le bureau national du Rassemblement national démocratique qui s'est réuni hier au siège du parti, a décidé, à la demande de plus du tiers des membres du CN, de l'organisation de la session extraordinaire du Conseil national du RND pour le samedi 20 juillet au Centre international des conférences (CIC).

DEMAIN AU MUSÉE DU MOUDJAHID
Enregistrement de témoignages



Le musée national du moudjahid, organise demain jeudi 18 juillet à partir de 10h, la 380e rencontre élargie aux directions et musées régionaux, consacrée à l'enregistrement de témoignages de moudjahidine et moudjahidate sur la guerre de libération nationale. La rencontre portera sur le rôle des enfants et les moyens utilisés pour faire face aux bombes et aux gaz toxiques utilisés par l'armée française.

LE 20 JUILLET À LA LIBRAIRIE L'ARBRE À DIRE (SIDI YAHIA)
Ventre-dédicace avec Ammar Belhimer

La librairie l'arbre à Dire (48 boulevard Sidi Yahia, Alger), organise samedi 20 juillet à partir de 15h, une rencontre littéraire avec Ammar Belhimer suivie d'une séance vente-dédicace de son ouvrage «Les voies de la paix».



LE 20 JUILLET À ANNABA
Conférence sur «La nouvelle loi de santé»

L'association médicale algérienne (AMA), organise samedi 20 juillet à partir de 8h30 à l'auditorium de la faculté de Médecine de Annaba, une conférence sur «La nouvelle loi de santé en Algérie».

OPÉRA D'ALGER
Présentation du spectacle «Mon étoile»

L'orchestre des jeunes musiciens de musique andalouse d'Algérie, présentera ce soir à partir de 19h30 à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaïsh, un spectacle sous la direction de Khalil Baba Ahmed intitulé «Mon étoile».



Météo



	Max	Min
Alger	32°	24°
Oran	33°	24°
Annaba	31°	23°
Béjaïa	28°	21°
Tamanrasset	29°	20°

LE 20 JUILLET AU THÉÂTRE DES SABLETTES
Concert de Adjrad Jugurtha

L'Etablissement Arts et Culture de la wilaya d'Alger, organise samedi 20 juillet à partir de 21h, au théâtre de plein air de la promenade des Sablettes, une soirée artistique animée par Adjrad Jugurtha.



SEAAL
Suspension hier de l'AEP à Ouled Fayet



La Société des eaux et de l'assainissement de la wilaya d'Alger (SEAAL), a procédé hier de 17h à minuit à des travaux de réparation d'une canalisation principale de distribution localisés dans la commune d'Ouled Fayet. Ces travaux ont engendré une suspension de l'alimentation en eau potable au niveau de la cité 1500 Logements AADL située dans la commune d'Ouled Fayet. SEAAL précise à ses clients que l'alimentation en eau potable a repris progressivement dès la fin des travaux. Un dispositif de citernage a été mis en place afin d'assurer les usages prioritaires (établissements publics et hospitalier). SEAAL prie ses clients de l'excuser des désagréments causés par ces travaux, et met à leur disposition, pour toute information, le numéro de son Centre d'Accueil Téléphonique Opérationnel, le 1594, accessible 7j/7 et 24h/24.

DÉCÈS DE 5 JEUNES À JIJEL
Campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux pour des célébrations sans accidents



Après le décès cette semaine de cinq (05) jeunes dans la wilaya de Jijel suite à un accident ayant impliqué un poids lourd et une camionnette transportant plusieurs supporters sortis défilier après la victoire de la sélection nationale face au Nigeria pour le compte des demi-finales de la Coupe d'Afrique des nations (CAN 2019), une campagne de sensibilisation a été lancée sur les réseaux sociaux après ce tragique accident pour inviter les citoyens à célébrer une éventuelle victoire de l'EN en finale vendredi face au Sénégal sans avoir recours à leurs voitures.

TNA
Présentation de la pièce «Son excellence le peuple attend»

Le théâtre national algérien (TNA), présentera ce soir à partir de 18h, la pièce théâtrale «Son excellence le peuple attend», texte de Yazid Sahraoui, mise en scène par Yacine Zaïdi, production de la coopérative Port Saïd (Alger). Une deuxième représentation est prévue pour demain à la même heure.



COMPLEXE CULTUREL DE CHENOUA
Films et documentaires en projection



L'Office national de la culture et de l'information (ONCI), organise aujourd'hui au Planétarium du Complexe culturel de l'artiste Abdelwahab-Salim de Chenoua (Tipasa), la projection des films : Galaktos (14h/ 21h), Planètes, voyages dans le système solaire (14h30/21h30) et Polaris (15h15).

POLITIQUE: Marche des étudiants pour réitérer les revendications de changement des symboles du système

Des universitaires de différentes wilayas du pays ont pris part hier à leur 21^e marche pacifique hebdomadaire pour appuyer les revendications du mouvement populaire exigeant notamment le changement radical du système et le départ de tous ses symboles, ont constaté les correspondants de l'APS.

Dans la wilaya de Bejaia, des milliers d'étudiants ont de nouveau battu le pavé pour réclamer «un changement radical du système de gouvernance du pays».

Des manifestants ont scandé, entre autres, «une période de transition avant d'aller à l'élection présidentielle».

Moins imposante que les marches antérieures, cette manifestation a valu encore une fois par son caractère pacifique. Les manifestants, pour cette fois-ci, ont mis en exergue leur volonté d'aller vers un Etat de droit et ses corollaires que sont «l'indépendance de la justice» et «la libération» des personnes incarcérées notamment celles qui avaient brandi l'étendard culturel amazigh. Plusieurs carrés ont, pour leur part reproduit, à cor et à cri, des slogans favorables à «l'institution d'un Etat civil» et au «départ des figures de proue du système politique actuel».

Dans les autres wilayas du Centre, dont Tizi-Ouzou, Bouira et Boumerdes, les étudiants n'ont pas marché. Dans la localité de Haizer, à l'est de Bouira, des citoyens ont participé à une imposante marche pacifique pour réitérer les slogans du «Hirak» pour un changement radical du système. Les manifestants se sont rassemblés à la place publique d'où ils ont entamé leur marche, sillonnant les artères de la ville pour rejoindre le siège de la daïra.

Cette manifestation a été ponctuée par une grève générale des



commerçants qui a paralysé la ville de Haizer.

Dans la capitale de l'Ouest du pays, Oran, des dizaines d'étudiants ont pris le départ de la place du 1^{er} novembre, au centre-ville, pour sillonner les principales artères avant de se rassembler devant le siège de la wilaya, l'emblème national hissé haut, scandant les traditionnels mots d'ordre du Hirak qui reviennent, à chaque rendez-vous étudiantin, comme un leitmotiv.

Hormis la wilaya d'Oran, aucune autre marche n'a été organisée par les étudiants des universités dans l'Ouest du pays, les étudiants étant soit en vacances d'été ou, pour certains d'entre eux, en pleine période d'exams finaux. Dans l'Est du pays, la marche des étudiants s'est

limitée à la wilaya de Constantine où une vingtaine d'étudiants et enseignants de l'université ont marché pour réitérer les revendications de changement des symboles du système.

Les manifestants ont marché le long de l'avenue Abane Ramdane, en passant devant le palais de la Culture Mohamed Laïd Al Khalifa, puis l'avenue Belouizdad, clamant leur refus de dialoguer avec ceux ayant soutenu la candidature pour un 5^{ème} mandat du président démissionnaire.

Les protestataires se sont dirigés ensuite vers la Cour de justice, pour la première fois depuis le début des marches, pour revendiquer la libération des personnes interpellées lors des marches de vendredi.

JUSTICE: Le Conseiller instructeur près la Cour suprême auditionne Abdelghani Zaâlane



Le Conseiller instructeur près la Cour suprême a auditionné, lundi, l'ancien ministre des Transports et des Travaux publics Abdelghani Zaâlane dans le cadre d'enquêtes anti-corruption, indique un communiqué de la Cour suprême.

«Dans le cadre de l'enquête ouverte au niveau de la Cour suprême, le Conseiller instructeur a auditionné, aujourd'hui, Abdelghani Zaâlane poursuivi pour octroi d'indus avantages lors de passation de marché en violation des dispositions légales et réglementaires, abus de fonction par un agent public en violation des lois et réglementations en vigueur, conflit d'intérêts, corruption en matière de passation de marchés publics et dilapidation de deniers publics», précise la même source.

A cet effet, le Conseiller instructeur a ordonné «le placement du prévenu sous contrôle judiciaire avec retrait de son passeport et obligation de se présenter une fois par mois, pour pointer devant le Conseiller instructeur», ajoute le communiqué.

Abdelkader Benmessaoud mis en liberté provisoire



Le conseiller enquêteur près la Cour suprême à Alger a ordonné la mise en liberté provisoire du ministre du Tourisme et de l'Artisanat et ancien wali de Tissemsilt, Abdelkader Benmessaoud, après avoir comparu hier dans le cadre de l'enquête sur l'affaire de l'homme d'affaires, Mahieddine Tahkout, a-t-on appris auprès de cette institution.

Pour rappel, en application des dispositions de l'article 573 du code de procédure pénale, le parquet général près la Cour d'Alger avait transmis le 19 juin dernier, au procureur général près la Cour suprême, le dossier d'enquête préliminaire instruit par la Police judiciaire de la Gendarmerie nationale d'Alger, pour des faits à caractère pénal, à l'encontre de Mahieddine Tahkout et d'autres mis en cause, dans le volet relatif aux cadres et hauts fonctionnaires. Outre Abdelkader Benmessaoud, plusieurs autres personnes sont poursuivies dans cette affaire, à savoir, Ahmed Ouyahia, en sa qualité d'ex-Premier ministre, Abdelghani Zaâlane, en sa qualité d'ex-ministre des Travaux publics et des Transports, Youcef Yousfi, en sa qualité d'ex-ministre de l'Industrie et des Mines, Abdelkader Zoukh, en sa qualité d'ex-wali d'Alger, Sif El Islam Louh, en sa qualité de wali de Saïda en exercice, Djeloul Boukerbilla, en sa qualité d'ex-wali de Saïda, Abdellah Benmansour, en sa qualité d'ex-wali d'El Bayadh, Mohamed Djamel Khenfar, en sa qualité de wali d'El Bayadh en exercice et Fouzi Benhocine, en sa qualité d'ex-wali de Chlef et Skikda.

Compte tenu de leurs fonctions lors des faits reprochés, les concernés bénéficient de procédures de privilège de juridiction consacrées par le texte de loi.

APS

RND: Session extraordinaire du CN samedi

Le parti du Rassemblement national démocratique (RND) tiendra, samedi prochain à Alger, une session extraordinaire de son Conseil national (CN) qui était prévue le 6 juillet en cours, a annoncé, hier, le même parti.

«Après le report de la session extraordinaire du CN, il a été décidé de l'organiser samedi 20 juillet 2019 au Centre international

des conférences (CIC) à Alger, en réponse à la demande de plus des deux tiers des membres du CN», a précisé un communiqué issu de la réunion du Bureau national du RND.

Le Bureau national a relevé «avec satisfaction, une bonne préparation de cette session, à travers notamment la réunion de toutes les conditions pour la réussite de ses

travaux», saluant, par cette occasion, «l'engagement dont ont fait preuve les membres du CN, outre l'attachement des militants à la continuité des actions des structures du parti, dans le cadre de l'unité et de la discipline, au service de l'intérêt national mais aussi pour adhérer au processus de consolidation des institutions de l'Etat», souligne le communiqué.

CHINE-ALGÉRIE Une étudiante algérienne sauve une vie dans le Hunan grâce à un don de sang

Une étudiante algérienne en Chine a sauvé, grâce à un don de sang, la vie d'une patiente dans la province du Hunan, rapportaient plusieurs médias chinois hier.

«Abbassia Wassila Rozale n'aurait jamais pensé que son geste puisse sauver une vie en Chine», a rapporté l'agence Chine nouvelle.

Cette Algérienne de 37 ans suit un master en pratiques infirmières et technologies médicales avancées pour les pays en voie de développement à l'Université du centre-sud de Chine à Changsha,

capitale de la province du Hunan. Le 5 juillet, précise l'agence, elle apprend qu'une patiente à l'hôpital n° 3 de Xiangya de l'Université du centre-sud a besoin de sang du groupe O avec un antigène Fya négatif. «Elle répond immédiatement à l'appel, à l'instar de plusieurs étudiants étrangers», souligne la même source.

Après avoir subi une gastrectomie, Madame Huang se trouve dans un état critique. Elle manque de globules rouges. Son frère, qui se trouve à ses côtés, ne peut pas lui donner son sang car il n'est

pas compatible et le Centre provincial du sang du Hunan ne dispose d'aucun stock, selon les médias chinois.

Gui Rong, le médecin traitant, explique que l'antigène de Mme Huang est extrêmement rare.

Il n'est présent que chez 0,3% des Han, principale groupe ethnique de la Chine. En revanche, il est fréquent parmi la population africaine. Plusieurs appels sont ainsi lancés dans les universités de Changsha qui comptent de nombreux étudiants étrangers.

Wassila, ainsi que neuf

autres étudiants, se sont ainsi rendus immédiatement dans des points de collecte à proximité.

Parmi eux, quatre possèdent des groupes sanguins compatibles : 1,5 litre de sang est prélevé, permettant de sauver Mme Huang. Le 12 juillet, Mme Huang a rencontré ses quatre étudiants, à qui elle est désormais «liée par le sang». Avec beaucoup d'émotion, Wassila résume son geste : «J'ai toujours voulu rendre à la Chine ce qu'elle m'a donné.

J'ai atteint mon objectif».

SÛRETÉ NATIONALE: Des mesures pour faciliter le déplacement des hadjjs vers les Lieux saints

La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) a mis en place un dispositif spécial pour faciliter le déplacement des hadjjs vers les Lieux saints de l'Islam à l'occasion de la saison du Hadj 2019, a indiqué lundi un communiqué de la DGSN. La DGSN a mis en place, en prévision de la saison du hadj 2019, «un dispositif sécuritaire spécial au profit des Hadjjs se rendant aux Lieux Saints de l'Islam, à travers les activités de sa brigade de la Police aux frontières (PAF) au niveau des aéroports d'Alger, Oran, Constantine, Annaba et d'Ouargla, concernés par le programme des vols de nos hadjjs vers les Lieux Saints», a précisé la même source.

Expliquant que l'objectif de ce dispositif est de «fournir les prestations sécuritaires au profit des Hadjjs dans des délais courts», la même source a relevé que l'application de ces mesures «se fera à partir de lundi soir à l'aéroport international Houari Boumediène à Alger qui verra le départ du premier vol vers les Lieux Saints, à bord duquel se trouveront 641 hadjjs, pour ensuite être généralisée aux différents aéroports concernés par le programme des vols, soit au départ des hadjjs ou après leur retour au pays». Pour garantir la bonne mise en œuvre de ces mesures, la DGSN «a mobilisé tous les moyens matériels et humains indispensables à l'organisation et l'orientation des Hadjjs, notamment pendant l'étape des formalités policières, à travers l'ouverture de tous les accès, passages et couloirs réservés aux personnes âgées», lit-t-on dans le communiqué. « Ces mesures seront également renforcées par un plan de circulation visant l'organisation et la facilitation de la circulation de et vers les aéroports concernés, particulièrement l'organisation des entrées et sorties citoyens accompagnants les hadjjs, tout en recourant aux techniques de pointe en matière de contrôle sécuritaire, telles que les caméras de surveillance contrôlées à partir des salles d'opérations relevant des brigades de la PAF», a conclu le communiqué.

HABITAT: Conjuguer les efforts de tous les acteurs pour concrétiser les projets de logement

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Kamel Beldjoud, a insisté lundi à Sétif sur l'importance de la conjugaison des efforts de tous les acteurs du secteur pour concrétiser les projets de logement tracés par l'Etat.

«L'Etat a mobilisé les moyens nécessaires et de grandes enveloppes financières pour exécuter les programmes de logements de divers types dont la concrétisation nécessite davantage d'efforts», a souligné le ministre après avoir suivi un exposé sur la situation du secteur dans la wilaya dans le cadre de sa visite. La seule wilaya de Sétif a bénéficié de 64.000 unités au titre du dernier programme quinquennal dont 40.000 ont été réalisées, a relevé Kamel Beldjoud qui a exigé des éclaircissements sur les projets non encore lancés dans la wilaya et une évaluation des taux d'avancement des projets en cours. Concernant les projets de 6.000 et 4.700 logements AADL sur les sites de Tinar et Bir Nessa, à l'entrée Est de la ville de Sétif, le ministre a insisté sur l'exécution des travaux d'aménagement extérieur et de raccordement aux divers réseaux surtout que la construction des immeubles a été achevée, relevant que la wilaya compte plusieurs entreprises qualifiées capables de mener les travaux dans un délai record.

Aux souscripteurs AADL habitant la ville d'El Eulma et préférant y rester, M. Beldjoud a assuré qu'ils seront logés dans leur ville qui a bénéficié d'un programme de 1.500 unités dont le taux de réalisation est de 51 % et d'un autre quota de 673 logements à lancer prochainement, cette ville comptait 2.400 souscripteurs AADL.

Le ministre a affirmé que son département engagera les procédures légalement prévues contre les entreprises et bureaux d'étude confondus de fraude dans la réalisation des logements et de manquement aux exigences de qualité pouvant déboucher sur des poursuites et l'annulation de leur qualification. Le ministre a notamment inspecté, au cours de sa visite, le projet de 3.000 logements AADL à Bir Nessa, mis en service le réseau de gaz naturel de 950 foyers dans la localité de Braou près d'El Eulma, visité le chantier de 1.500 logements AADL d'El Eulma et lancé les travaux de 400 unités de la même formule à Ain Arnat.

GOUVERNEMENT: Les derniers préparatifs pour le départ des hadjjs vers les Lieux saints de l'Islam objet d'une réunion interministérielle

Le conseil interministériel présidé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui a examiné les derniers préparatifs pour le départ des hadjjs et les conditions de leur hébergement aux Lieux saints de l'Islam, a indiqué lundi un communiqué du Premier ministre.

Lors de cette réunion à laquelle ont pris part les représentants de plusieurs secteurs ainsi que des responsables de l'Office national du pèlerinage et de la Omra (ONPO) et d'Air Algérie, il a été procédé à la présentation des dernières mesures en cours juste avant le départ, prévu ce lundi, du premier groupe de hadjjs vers les Lieux saints de l'Islam ainsi que les facilitations accordées par le gouvernement à cet effet.

Ces facilitations concernent «la numérisation et la décentralisation de toutes les opérations de préparation du hadj, depuis l'inscription pour le tirage au sort jusqu'au choix du lieu d'hébergement aux Lieux saints de l'Islam via la plateforme numérique», ce qui a permis «d'assurer aux hadjjs des prestations de qualité», a indiqué la même source, précisant que 35.538 hadjjs avaient été parachèvés, à la veille de la clôture de l'opération, les procédures de paiement et d'achat des billets.

Entre autres mesures, le communiqué cite «le renforcement de la prise en charge sanitaire à travers la vaccination de tous les hadjjs ainsi que la mobilisation de 113 accompagnateurs et 53 médecins dans le cadre de la Mission, qui veilleront à la prise en charge des hadjjs à travers les structures sanitaires et hospitalières au niveau des centres de



Djeddah, Médine et la Mecque».

Pour l'allègement des dispositions de la prise d'empreinte, instituées cette année, «les moyens nécessaires de transport ont été mobilisés par les collectivités locales pour le transport des hadjjs vers les centres réservés à cette opération dont ont été exemptées certaines wilayas du Sud, outre la prise en charge du transfert des bagages des hadjjs de ces wilayas vers les aéroports de départ.

Réagissant aux exposés présentés, M. Bedoui a déclaré que la prise en charge des hadjjs «est un honneur pour tous les intervenants», appelant ces derniers à «améliorer la qualité des prestations offertes aux pèlerins». Le Premier ministre a donné, dans ce cadre, des instructions aux sec-

teurs concernés pour revoir certaines mesures en vigueur et ce dès la prochaine saison du hadj.

Il s'agit d'œuvrer pour permettre à l'Algérie de figurer «parmi les premiers pays en termes de prise en charge des Hadjjs, conformément aux normes requises», et de mettre en place un plan de vol équilibré pour les dessertes d'Air Algérie, «notamment à partir des wilayas du Grand Sud». Il a été décidé, poursuit M. Bedoui, de «programmer des vols directs vers les Lieux Saints à partir des aéroports d'Adrar, Tindouf, Tamanrasset, Béchar et Illizi, tout en étudiant la possibilité d'y ajouter l'aéroport d'In Salah».

Il a appelé, dans ce sillage, à «mettre en place des facilitations au profit des citoyens tirés au sort pour le

Hadj en associant les bureaux d'Algérie Poste, répartis sur l'ensemble du territoire national, à l'opération de perception des frais du Hadj afin d'épargner aux citoyens de ces régions le déplacement, notamment dans les zones éloignées, vers des agences de la Banque d'Algérie», et ce à travers la mise sur pied d'une plateforme numérique intégrée permettant l'accomplissement des procédures du Hadj via le E-paiement, étant donné que toutes les conditions peuvent être réunies même graduellement.

Pour ce qui est du non-respect, par certaines agences touristiques, du cahiers de charges de l'ONPO, notamment en ce qui concerne «le non épuisement des quotas qui leur ont été attribués», le Premier ministre a instruit le directeur général de l'Office de procéder au retrait immédiat de tous les quotas en question, et la prise en charge des détenteurs n'ayant pu effectuer l'achat des billets d'avion.

Faisant état, à ce propos, «du lissage du directeur général de l'Office national du tourisme (ONT) pour défaillance dans ses engagements contractuels», le Premier ministre a chargé le ministre du Tourisme et de l'Artisanat d'ordonner un audit de cet établissement public.

INDUSTRIE: L'Etat a pris les mesures légales pour la poursuite de l'activité dans les complexes industriels

La ministre de l'Industrie et des Mines, Djamilia Tamazirt, a affirmé hier à partir de Blida que l'Etat a pris toutes les mesures administratives légales garantissant la poursuite des activités au niveau des complexes industriels dont les patrons font l'objet de poursuites judiciaires dans des affaires de corruption.

«L'Etat a pris toutes les mesures garantissant la poursuite de l'activité au niveau des différents complexes industriels dont les patrons sont poursuivis en justice dans des affaires de corruption, parallèlement à la préservation des emplois à leur niveau, dans le respect de la loi», a assuré Djamilia Tamazirt, dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite d'inspection dans la wilaya.

La ministre a fait part en outre de la constitution d'une commission technique chargée de veiller au respect des cahiers de charges par les usines de montages de véhicules, en vue de leur accord des agréments définitifs», a-t-elle ajouté.

La ministre de l'Industrie et des Mines a fait état de l'accord, à ce jour, d'agrément définitif à l'usine SOPROVI de Meftah (Est de Blida), spécialisée dans le montage de camions Renault Trucks, après attestation de son respect de la législation organisant cette



activité industrielle», dans l'attente, a-t-elle dit, d'octroyer l'agrément progressivement à d'autres usines de montage». Mme Tamazirt, qui s'est rendue à l'usine de Meftah, dont l'entrée en production a eu lieu en mars dernier avec une moyenne de montage de 10 camions/j, a soutenu que sa visite d'aujourd'hui est «un message fort» pour exprimer «la disponibilité de l'Etat et sa détermination à accompagner tous les investisseurs dans cette branche qui se soumettent à la loi».

L'usine de montage de Meftah, réalisée dans le cadre d'un partenariat algéro-français, est dotée d'une capacité de production de 2000 camions/an, d'une qualité similaire à ceux produits

en France, ou dans n'importe quel pays européen», a indiqué à l'APS, son Directeur général, Hadj Touché Abdennour. Sur un autre plan, Djamilia Tamazirt a souligné que la fermeture de 45 minoteries, à l'échelle nationale, est due à la «non possession d'autorisations d'activités», estimant que cette procédure «n'a pas eu d'incidences sur la couverture du marché national en céréales». La ministre a entamé sa visite dans la wilaya par l'inspection de l'Entreprise nationale de charpente et de chaudronnerie, où elle a affirmé que ce type d'unités industrielles sont «une valeur ajoutée pour l'économie nationale».

Elle s'est ensuite rendu à l'usine SOPROVI de Meftah, avant de visiter la Société des Ciments de la Mitidja, filiale du Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), où des explications lui ont été fournies sur les activités de cette unité et ses capacités de production, ainsi que sur les équipements et procédés exploités pour préserver l'environnement, ceci d'autant plus que les habitants de Meftah ont, maintes fois, réclamé une solution à la pollution environnementale causée par cette usine, ce qui constitue un risque pour leur santé et celle de leurs enfants.

SITUATION POLITIQUE EN ALGÉRIE : L'attractivité du secteur des hydrocarbures n'a pas pris une ride

Les compagnies étrangères continuent à accorder un intérêt particulier au marché algérien des hydrocarbures, désavouant ainsi les «analyses» misant sur un «désinvestissement» éminent dans ce secteur en réaction à la situation politique du pays.

En situant le partenariat et le respect des engagements au cœur de sa stratégie de développement énergétique, l'Algérie a su conserver ses clients traditionnels et en attirer de nouveaux même durant les périodes qu'elle a eu traversées.

Les mois ayant suivi le 22 février, date du soulèvement populaire pacifique pour la démocratie et le changement du régime, ont enregistré la signature de plusieurs contrats de grande envergure entre l'Algérie et des pays partenaires.

Ces accords portant notamment sur la fourniture de gaz naturel liquéfié, sur de longues durées, constituent une preuve supplémentaire de l'efficacité de la stratégie énergétique de l'Algérie et de l'intérêt suscité par son marché en général et celui des hydrocarbures en particulier.

Cela a été clairement exprimé par le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab qui avait déclaré dans un entretien à l'APS qu'en dépit de la crise politique en Algérie, les projets en cours dans le domaine de l'énergie continuaient de fonctionner normalement, précisant qu'«aucun désengagement» des partenaires de l'Algérie n'a été enregistré.

Parmi les partenaires traditionnels, figure l'Italie, un pays européen qui ne cesse de réaffirmer son attachement à promouvoir davantage sa coopération avec l'Algérie notamment dans le domaine de l'énergie.

C'est dans cet objectif que le 16 mai dernier, un accord a été signé entre le groupe Sonatrach et l'italien ENI pour le renouvellement de leur contrat vente/achat de gaz naturel à long terme destiné au marché italien, et pour définir les nouvelles conditions pour la poursuite du partenariat relatif à l'exploitation du système de



transport TMPC. Tout récemment encore, Sonatrach et le groupe italien Eni ont également exprimé leur volonté d'accélérer le développement de leurs nouveaux projets pétroliers et gaziers dans la région Berkine Nord, située dans le sud algérien.

Plus d'un mois après, le 26 juin dernier, Sonatrach avait, par ailleurs, signé un accord avec le groupe énergétique italien «Ente nazionale per l'energia elettrica» (ENEL) pour le renouvellement de leur contrat de vente/achat de gaz naturel pour une durée de dix (10) ans.

Étalé sur huit (8) ans avec deux (2) ans supplémentaires optionnelles, ce contrat assure à l'Italie un approvisionnement en gaz naturel algérien à raison de 3 milliards de m³ par an.

De l'avis même des responsables algériens et leurs homologues italiens, la signature de ces accords constitue une franche reconnaissance de la «fiabilité» de l'Algérie en tant que fournisseur de gaz à l'Europe du Sud.

Un vif intérêt exprimé par une pléthore de pays

Un autre pays européen, le Portugal, veut lui aussi préserver sa place de «partenaire stratégique» de l'Algérie.

Cette volonté s'est traduite

par la signature, en juin dernier, d'une série d'accords entre Sonatrach et la Société pétrolière et gazière portugaise Galp Energia relatifs à l'approvisionnement en gaz naturel algérien du marché portugais pour un volume de 2,5 milliards m³ par an. En vertu de ces accords, la compagnie nationale des hydrocarbures et le portugais, Galp, prolongent d'une durée de 10 années supplémentaires leur partenariat historique.

De leur côté, les États-Unis, une puissance mondiale en phase de passer d'un statut de consommateur à celui d'exportateur, désirent renforcer leur coopération économique avec l'Algérie notamment dans le secteur de l'Énergie.

En effet, le groupe américain KBR avait signé, le 22 mai dernier avec Sonatrach et Cepsa un contrat pour le réaménagement du champ Rhoude el Khrouf (RKF), au sud-ouest de Hassi Messaoud.

Le contrat en question porte sur la fourniture d'ingénierie de base (BED) et d'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEDD).

Dans ce même sens, la visite en Algérie d'un haut responsable de l'Agence américaine du commerce et du développement (USTDA), en juin dernier, s'inscrit dans les efforts des États-Unis pour «nouer des partena-

riats avec des Algériens dans le domaine du développement économique».

C'est le directeur régional du secteur de l'Énergie de l'USTDA pour l'Asie orientale, le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord, l'Europe et l'Eurasie, Carl B.

Kress qui s'était rendu Alger du 26 au 28 juin 2019, pour y rencontrer notamment les P-dg des groupes Sonatrach et Sonelgaz, avait fait savoir l'ambassade des États-Unis en Algérie dans un communiqué.

De nombreux autres pays comme la France et l'Espagne ont, eux aussi, fait part de leur «volonté indéfectible» d'œuvrer à développer un partenariat pragmatique avec l'Algérie dans le secteur de l'Énergie et pas seulement.

Lors d'un entretien, en mai dernier, entre le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab et le P-dg du groupe français Total, Patrick Pouyanné, que cette volonté a été mise en évidence.

Les deux parties avaient notamment abordé les projets futurs à réaliser en Algérie dans le Onshore, le Offshore, les énergies renouvelables et la pétrochimie.

Le ministre de l'Énergie avait également reçu le P-dg de la compagnie espagnole Naturgy, Francisco Reyes pour discuter sur les voies et moyens de consolider davantage le partenariat entre Sonatrach et Naturgy de façon à permettre aux deux groupes de sauvegarder leurs intérêts communs.

L'Indonésie elle aussi, affichée son attachement au marché énergétique algérien puisque sa société publique des hydrocarbures, PT Pertamina a récemment rendu public un plan de croissance en Algérie, en prévoyant une hausse de 10 % de la production pétrolière et gazière, avant fin 2020.

ENVIRONNEMENT La nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds national de l'environnement publiée au JO

Un arrêté interministériel, fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds national de l'environnement et du littoral, a été publié dans le dernier journal officiel (JO N° 41).

Selon le nouveau décret, abrogeant les dispositions de l'arrêté interministériel de 2017 fixant la nomenclature des recettes et des dépenses du Fonds, plusieurs taxes, indemnités et dons sont consacrés à alimenter ce fonds.

Ainsi, le Fonds de l'environnement et du littoral sera alimenté de la taxe sur les activités polluantes ou dangereuses pour l'environnement, des taxes spécifiques fixées par les lois de finances et du produit des amendes perçues au titre des infractions relatives à la protection de l'environnement.

Il bénéficiera également de dons et legs nationaux et internationaux, des indemnités au titre des dépenses pour la lutte contre les pollutions accidentelles occasionnées par des déversements de substances chimiques dangereuses dans la mer, dans le domaine public hydraulique et des nappes souterraines, le sol et dans l'atmosphère.

Il profitera, en outre, de dotations éventuelles du budget de l'Etat et de toutes autres contributions ou ressources, selon le décret.

Pour ce qui est des dépenses, la nomenclature comporte le financement des actions de surveillance et de contrôle de l'environnement, le financement des actions d'inspection environnementale et les dépenses relatives à l'acquisition, à la rénovation et à la réhabilitation des équipements environnementaux.

Création d'un comité de suivi du fonds

Elle porte également sur les dépenses relatives aux interventions d'urgence, en cas de pollution marine accidentelle, par les hydrocarbures ou toute autre substance ou déchet et/ou générée par toute autre activité située à terre, les exercices de simulation ainsi que sur les dépenses d'information, de sensibilisation, de vulgarisation et de formation, liées à l'environnement et au développement durable, notamment en matière d'éducation environnementale et de technologies propres.

Les dépenses du Fonds sont également destinées aux actions de formation dans le domaine de l'environnement et du développement durable, les subventions destinées aux études et aux actions relatives à la dépollution industrielle et urbaine et aux contributions financières aux centres d'enfouissement technique (CET) pour une durée de trois (3) années, à compter de leur mise en exploitation.

Le financement des actions de protection et de mise en valeur des milieux marins et terrestres, des programmes de protection et de réhabilitation des sites naturels et des espaces verts, des opérations de préservation, de conservation et de valorisation de la biodiversité, des écosystèmes et les ressources naturelles et de lutte contre les changements climatiques, des actions de commémoration des journées nationales et mondiales, en rapport avec la protection de l'environnement, des opérations liées aux attributions des différents prix instaurés dans le cadre de la protection de l'environnement, d'actions liées à l'économie verte, est également inclus dans la nomenclature des dépenses de ce Fonds.

D'autre part, un autre arrêté interministériel, datant du 28 février 2019 et publié dans le même JO, a institué, auprès du ministre de l'environnement, un comité de suivi et d'évaluation chargé d'examiner le programme d'action du Fonds, d'arrêter la liste des projets à financer, de se prononcer sur la priorité des actions à financer et d'établir un bilan annuel de ce compte d'affectation spéciale.

Le comité, composé de membres représentants les différentes directions de l'administration centrale, est assisté, dans ses missions, par un secrétariat chargé de dresser les procès-verbaux des réunions tenues de ce comité, selon le nouveau décret abrogeant les dispositions de l'arrêté interministériel d'avril 2018, fixant les modalités de suivi et d'évaluation du Fonds. Les modalités de fonctionnement du comité ainsi que la nomination de ses membres sont fixées par décision du ministre chargé de l'environnement et des énergies renouvelables. Les services chargés du budget relevant de ce ministère, sont tenus de dresser une situation financière trimestrielle des recettes et des dépenses liées au Fonds national de l'environnement et du littoral, stipule le même décret.

APS

GNL: L'Algérie possède les potentialités pour exporter vers l'Asie

Les potentialités de l'Algérie, qui vient de prolonger ses contrats gaziers avec l'Europe via notamment l'Italie et l'Espagne, lui permettent d'exporter du gaz naturel liquéfié (GNL) vers l'Asie et l'Afrique, a indiqué mardi le spécialiste des questions énergétiques, Mustapha Mekideche.

«Le renouvellement des contrats gaziers de long terme avec les pays européens, notamment avec les deux premiers clients, l'Espagne et l'Italie, est une bonne nouvelle car elle consolide nos parts de marché dans cette région du monde», a déclaré M. Mekideche à l'APS. Selon lui, l'Algérie devrait penser désormais à intégrer le marché asiatique et à renforcer sa présence sur le marché africain des hydrocarbures notamment pour ce qui est du GNL.

Cela nécessite, néanmoins, un élargissement des réserves nationales et une augmentation de la production en gaz naturel conventionnel et non conventionnel afin de sécuriser les engagements du pays vis-à-vis de ses clients étrangers et d'assurer la sécurité énergétique nationale.

M. Mekideche a recommandé également une levée des «contraintes» pesant encore sur le secteur de l'énergie à travers une nécessaire «stabilisation» du management et une révision de la loi sur les hydrocarbures, notamment.

Interrogé sur le retard accusé par l'Algérie dans la réalisation de sa transition énergétique, il a tenu à souligner que les

fondamentaux de cette transition avaient «tous de gros retards dans leur mise en œuvre». Il s'agit de la rationalisation du modèle de consommation énergétique par une politique tarifaire appropriée, qui permet d'éviter le gaspillage et la fuite aux frontières de fait de prix relatifs asymétriques avec les pays voisins, ainsi que l'efficacité énergétique à la fois dans l'industrie, les transports et l'habitat. Il a également évoqué, dans ce même sens, l'imperatif développement des énergies renouvelables notamment l'électro-solaire pour l'essentiel.

Concernant la rationalisation du modèle de consommation énergétique, M. Mekideche a déploré le fait qu'«à ce jour, aucun gouvernement (algérien) n'a pris le risque de questionner sérieusement la structure obsolète des prix de l'énergie que ce soit l'électricité ou les carburants», ajoutant que «les seuls ajustements opérés à ce jour ne sont que marginaux».

S'agissant de la promotion des énergies renouvelables, il a expliqué le retard accusé dans la mise en œuvre du programme national de développement de ces énergies propres par un problème d'ordre technologique puisque la proportionnalité entre le concentré solaire, sur lequel est basé le programme, et les conditions de stockage de l'énergie produite, fait défaut.

Pour ce qui est de la seconde raison de ce retard, il a évoqué la contrainte de financement et l'exigence d'intégration na-

tionale qui augmente les coûts. «À l'inverse, la diminution significative des coûts de production dans le photovoltaïque rend la faisabilité des opérations décentralisées plus rapide et plus facile, mais sans production de masse d'énergie électro-solaire», a-t-il soutenu. Rappelant qu'à ce jour, plus de 95% de la génération de l'électricité en Algérie provenaient du gaz naturel, M. Mekideche a estimé que le passage significatif à l'électricité à partir du solaire doit être encouragé même si cela nécessite du temps. «En attendant, construisons les capacités scientifiques, technologiques et industrielles qui permettront à notre pays d'être non seulement consommateur et exportateur, le cas échéant, d'énergies renouvelables, mais avec un taux d'intégration significatif», a-t-il avancé. L'expert a tenu à rassurer qu'il n'y avait pas qu'en Algérie où le développement des énergies renouvelables n'avancait pas au rythme souhaité. Il a cité, à ce titre, le cas de l'Allemagne où le charbon existe toujours et de la France où l'électro-nucléaire se maintiendra jusqu'à 2050, en vertu de leurs lois sur la transition énergétique. Les États-Unis, eux aussi, maintiennent un rythme élevé dans leurs productions d'hydrocarbures conventionnels et non conventionnels. On le voit également dans la hausse de la demande mondiale en gaz naturel qui a progressé en 2018 à un taux, jamais atteint, de 5%, a-t-il fait savoir.

DÉVELOPPEMENT

Une enveloppe de 50 milliards de DA consacrée à la prise en charge des routes communales dans le pays



Une enveloppe financière de 50 milliards de Da sera consacrée à la prise en charge des routes communales à travers le pays, a fait savoir mardi à partir de Chlef, le ministre des Travaux publics et des transports, Mustapha Kouraba.

«Une enveloppe de 50 milliards de Da sera consacrée à la prise en charge du réseau des routes communales à travers le pays», a indiqué M. Kouraba dans une déclaration à la presse, en marge d'une visite de travail à Chlef.

Cette somme sera affectée «des l'année prochaine au profit des différentes wilayas», a encore dit le ministre.

Il a fait part, à ce titre, d'équipes relevant des ministères de l'Intérieur et des Travaux publics, chargées actuellement de l'examen du dossier des routes communales du pays, en vue de «déterminer les priorités et besoins de chaque wilaya».

«Il est impératif d'accorder l'intérêt nécessaire aux routes intercommunales, enregistrant un trafic intense (...), au même titre qu'il est primordial de suivre la qualité de réalisation de tous les projets», a encore souligné le ministre, pour éviter, a-t-il dit, un «réaménagement inévitable de ces routes une courte période après la réalisation».

Par ailleurs, le ministre des Travaux publics et des transports a signalé l'affectation de 24 opérations, au profit de la wilaya de Chlef, dont une vingtaine ont été concrétisées, au moment ou quatre sont en chantier.

Après avoir loué la qualité de réalisation de ces projets, et leur rythme de réalisation, il a instruit tous les acteurs concernés pour «livrer les projets, notamment ceux relatifs aux routes, dans leur délais».

M. Kouraba, qui a inspecté, à l'occasion, des projets de stations de maintenance et de péage sur l'autoroute Est-Ouest, a insisté sur l'impératif «d'accélérer la livraison de ces infrastructures», tout en insistant sur les responsables en charge des chantiers des quatre stations de péage relevant de la wilaya de Chlef, en vue de leur «réception à la fin de l'année en cours».

Après avoir, un exposé sur l'état des lieux du secteur des transports et des travaux publics à Chlef a été présenté au ministre, au siège de la wilaya, avant de procéder à une inspection du chantier de doublement de l'axe de la RN4 reliant Oued Fodda à Chlef-siège.

À l'aéroport «Abou Bakr Belkaid», le ministre s'est enquis de la qualité des prestations fournies au niveau de l'infrastructure, avant de promettre l'examen, à l'avenir, de la proposition qui lui a été faite portant sur la programmation de vols vers le sud du pays. Le premier responsable du secteur a clos sa visite dans la wilaya, par la nouvelle gare routière de Hammadia, entrée en exploitation récemment.

APS

PÉTROLE: Anadarko s'apprête à valider l'accord de son rachat par OXY

Les actionnaires d'Anadarko vont se prononcer le 8 août prochain sur le rachat du groupe pétrolier par Occidental Petroleum (OXY), lors d'un vote qui devrait entériner la transaction pétrolière de l'année aux Etats-Unis.



Pour rappel, la Commission fédérale américaine du Commerce (FTC) a donné début juin son accord au rachat d'Anadarko par (OXY).

Le vote semble être une simple formalité pour Anadarko, mais du côté d'OXY l'opposition à la transaction s'est intensifiée après la décision du milliardaire Carl Icahn de lancer une action en justice pour contester le prix exorbitant du rachat qui s'élève à 57 milliards de dollars.

Carl Icahn qui détient environ 1,6 milliard de dollars en actions a jugé l'accord avec Anadarko « peu judicieux »,

soulevant même « de réelles questions de compétences au sein de la direction et du Conseil d'administration d'Occidental ».

Le rachat qui sera conclu au deuxième semestre a suscité les critiques des actionnaires et des analystes qui estiment que la transaction est risquée, pouvant mettre à mal le groupe acquéreur.

Analystes et actionnaires sont particulièrement préoccupés par les conditions de financement de cette opération par le conglomérat Buffett's Berkshire Hathaway.

Le holding du milliardaire américain Warren Buffet a

accepté d'investir 10 milliards de dollars pour acquérir des actions privilégiées du groupe Occidental.

Aux termes d'un accord passé entre les deux groupes, Occidental va verser 8% de dividendes pour ces actions comparées au 5% payées pour les actions ordinaires.

La position des actionnaires d'OXY pourrait s'affaiblir du fait que le conglomérat a reçu l'accord pour racheter jusqu'à 80 millions d'actions ordinaires.

OXY devrait céder tous les actifs d'Anadarko en Afrique au français Total pour 8,8 milliards de dollars après la

conclusion de la transaction.

Anadarko est présent au Mozambique où il opère un méga projet de GNL, ainsi qu'en Algérie où il détient d'importants actifs, figurant comme le plus grand producteur de brut parmi les partenaires de Sonatrach.

Total compte utiliser une partie des 4 milliards de dollars d'obligations émises à New York pour financer cette acquisition.

L'Algérie a déjà annoncé par la voix de son ministre de l'Energie, Mohamed Arkab, qu'elle cherchait un bon compromis avec Total sur ce rachat.

TOMATE INDUSTRIELLE :

Une convention de jumelage signée entre les chambres d'agriculture d'El Tarf et Tamanrasset

Une convention de jumelage ciblant la filière de la tomate industrielle a été signée lundi à la station régionale de protection des végétaux (SRPV) d'El Kous, relevant de la daïra de Ben M'Hidi (El Tarf), entre les Chambres agricoles locale et de Tamanrasset.

Cette convention prévoit l'échange d'expérience pour booster la filière de la tomate industrielle et l'organisation de sessions de formation dédiées à cette filière qui enregistre une production record dans la wilaya d'El Tarf, a indiqué le président local de la Chambre d'agriculture Bouhara Lakhdar.

Les procédés utilisés dans le cadre du développement et de modernisation des techniques de production de la tomate industrielle, dont principalement l'itinéraire technique assuré aux producteurs pour améliorer leurs rendements, seront vulgarisés et mis à la disposition des agriculteurs de Tamanrasset qui se sont lancés récemment dans la culture de ce produit de large consommation, a-t-on noté.

Intervenant au lendemain des recommandations émises par le ministère de tutelle pour dynamiser la filière en s'inspirant de la longue expérience de cette wilaya, cette convention permettra aux producteurs de Tamanrasset d'intensifier la production de tomates et de couvrir les besoins nationaux en tomates fraîches tout au long de l'année, a affirmé de son côté Benslimane Ab-



delkrim, représentant de cette wilaya de Tamanrasset. Habituellement proposée à partir de juillet, août et septembre au niveau de la wilaya d'El Tarf, la culture de la tomate cible pour cette année de 5.500 hectares dont 90% irrigués par le système goutte à goutte et table sur un total de 4, 5 millions de tonnes, a-t-on relevé.

La délégation hôte a suivi, durant son séjour de deux jours dans cette wilaya dans l'extrême Nord-est du pays, des communications sur les techniques

de vulgarisation et l'itinéraire suivi en matière de culture de la tomate industrielle, animées par des experts au niveau de la SRPV d'El Kous (Ben M'Hidi).

Les représentants de la Chambre agricole et les agriculteurs de la wilaya de Tamanrasset ont également visité des unités de transformation situées à Dréan, Besbes et Chatt où ils se sont enquis des potentialités agricoles de cette wilaya, ainsi que des capacités de transformation, de stockage et d'emballage de la tomate industrielle.

FILIÈRE CAMELINE: Vers un plan d'action vétérinaire et un système d'approvisionnement en aliments

Un plan d'action vétérinaire et un système «efficace» d'approvisionnement en aliment notamment en orge seront mis en place au profit de la filière cameline, a annoncé hier le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.

Présidant lundi une réunion de travail avec des professionnels de la filière cameline, le ministre l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Cherif Omari, a souligné l'importance de la filière cameline qui constitue une ressource importante avec près de 400.000 têtes.

Le ministre a rappelé que la filière cameline a été officialisée en juin 2018 comme activité agricole à part entière, avec l'installation officielle de son Conseil national interprofessionnel, qui va représenter tous les segments de la filière et sera l'espace de concertation et de développement de cette activité agricole.

M. Omari a saisi cette occasion pour rappeler les précédentes rencontres tenues avec les élus de la région du grand sud, a précisé la même source dans un communiqué.

Il s'agissait, selon lui,



d'élaborer une feuille de route qui sera une base de travail notamment en ce qui concerne le soutien de l'aliment, l'accompagnement sanitaire, les points d'eau dans les parcours et d'autres mesures d'accompagnement au profit des éleveurs.

Le ministre a donné des ordres et déjà des instructions pour prendre en charge certaines préoccupations urgentes notamment l'élaboration d'un plan d'action vétérinaire et la mise en place d'un système efficace d'approvisionnement en aliment notamment en orge.

Des cadres centraux du ministère et des responsables d'instituts techniques et de structures en relation avec cette filière, ont pris part à cette réunion pour examiner ensemble les mesures de soutien et d'accompagnement de l'activité d'élevage camelin et caprin.

D'autres questions ont été débattues à cette occasion, dont l'identification du cheptel par le recours à la numérisation, l'investissement dans la valorisation de la production notamment au profit des jeunes de la région, ainsi que l'amélioration génétique.

Des ateliers de formation visant le soutien du parcours professionnel du demandeur d'emploi, à travers l'accompagnement à commencer par la préparation et la réussite de l'entretien professionnel sont également au programme de cette manifestation, a souligné la même source.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ : Portes ouvertes sur le recrutement en partenariat entre l'agence de wilaya de l'emploi et un établissement privé

Des journées «portes ouvertes» sur le recrutement en partenariat entre l'agence de wilaya de l'emploi (AWEM) et un établissement privé, ont été organisées hier dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj, a-t-on constaté.

L'initiative qui se poursuivra jusqu'à la fin de la semaine en cours au centre de loisirs scientifiques «Ali Benhala» au chef-lieu de wilaya, est inscrite dans le cadre de la prise en charge des offres d'une entreprise privée, en prévision de l'ouverture de son centre commercial et de loisirs offrant plus de 280 postes de travail dont 5 % ont été réservés pour les personnes à besoins spécifiques, a précisé le directeur de cette agence, Melki El Kheloufi.

L'opération de recrutement a connu une affluente «remarquable» des jeunes demandeurs d'emploi où plus de 1.000 curriculum Vitae (CV) ont été reçus pendant deux jours, a précisé le même responsable qui prévoit une augmentation de postulants dans les jours prochains, en attendant la sélection finale des dossiers par les responsables de cet établissement.

Une étude sur le marché de l'emploi a été effectuée sur le terrain par les services de l'AWEM, en vue d'identifier les futures professions, a ajouté le même directeur qui a appelé les jeunes à se diriger vers les agences locales de l'emploi avant les centres de formation, pour se renseigner sur les professions disponibles pour opter pour des formations en accord avec le marché du travail.

Des cadres centraux du ministère et des responsables d'instituts techniques et de structures en relation avec cette filière, ont pris part à cette réunion pour examiner ensemble les mesures de soutien et d'accompagnement de l'activité d'élevage camelin et caprin.

OUARGLA : Annulation de plus de 140 titres de concession agricole (ONTA)

Pas moins de 144 titres de concession agricole de plus de dix (10) hectares chacune ont été annulés depuis 2015 dans la wilaya d'Ouargla, dans le cadre de l'assainissement du foncier agricole, a-t-on appris hier du bureau local de l'Office nationale des terres agricoles (ONTA).

Cette opération d'assainissement, qui se poursuit, a ciblé des superficies agricoles attribuées au niveau des communes de Hassi Messaoud, Hassi Benabdallah, Ain El-Beida, El Hedjira, El Alia et N'goussa, où sont concentrées les surfaces dédiées aux cultures stratégiques, a-t-on précisé.

Une surface globale de 26.331 ha a été ainsi récupérée à travers la wilaya d'Ouargla et retirée à des investisseurs n'ayant entrepris aucune initiative, après plus d'une année, concernant

l'exploitation de ces surfaces agricoles.

Plus de 200 dossiers de bénéficiaires des titres de la concession agricole ont été examinés durant cette période par la commission de wilaya chargée du suivi des projets d'investissement agricole, qui travaille en toute transparence pour atteindre les objectifs escomptés, a-t-on signalé à la direction des Domaines d'Ouar-



glia. Les terres récupérées seront ré-attribuées, selon des normes précises, aux promoteurs armés d'une volonté d'exploitation de ces terres, en vue d'éviter d'éventuels cas de défaillance, a-t-on souligné.

PÉTROLE: Le panier de l'Opep recule à 66,79 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé lundi à 66,79 dollars le baril, contre 67,36 dollars vendredi dernier, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web.

Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen(Congo),Orient (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale),Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran),Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Lundi, le marché pétrolier restait inquiet face aux surplus attendus. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en septembre valait 67,12 dollars à Londres, en hausse de 0,60% par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour livraison en août gagnait 0,30%, à 60,39 dollars.

"La décision de l'Opep et ses alliés au début du mois de prolonger de neuf mois leur accord de réduction de la production pour soutenir les prix ne changeait pas la perspective d'un marché "excédentaire", avait estimé l'Agence internationale de l'énergie (AIE) dans son rapport mensuel publié vendredi.

L'agence a précisé que ses derniers chiffres "font apparaître un surplus mondial au deuxième trimestre 2019 de 0,5 million de barils par jour, contre auparavant une prévision de déficit de 0,5 millions".

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses dix alliés, à leur tête la Russie, sont engagés dans un accord de baisse volontaire de leur production pour soutenir les prix du pétrole.

APS

MILA : Plus de 76 millions de litres de lait produits durant le premier semestre



Une production de plus de 76 millions de litres de lait de vache a été réalisée à Mila durant le premier semestre de l'année en

cours ce qui représente une hausse de près de 6 millions de litres comparativement à la même période de l'exercice précédent, a-t-

on appris hier de la DSA (direction des services agricoles). Cette hausse de la production s'est concrétisée malgré la légère diminution du nombre de vaches laitières dont dispose la wilaya de Mila qui est passé de 43 828 têtes en 2018 à 43 454 actuellement, selon la même source. Cette performance est à mettre au crédit des efforts déployés par la DSA et les éleveurs pour améliorer le rendement des vaches et préserver les bêtes au meilleur pedigree afin que la wilaya de Mila, qui compte environ 4000 éleveurs, puisse re-

prendre sa place parmi les meilleures wilayas du pays en matière de production laitière. La même source a, dans ce contexte, fait savoir que près de 15,08 millions de litres de lait ont été collectés dans cette wilaya entre le 1er janvier et le 15 mai 2019 contre 17,8 millions de litres durant la même période de l'année précédente. Il est à noter que les quantités de lait collectées sont destinées à approvisionner les laiteries locales, mais aussi celles des wilayas avoisinantes telles que Constantine et M'Sila.

EL TARF:

Le corps sans vie d'un quadragénaire repêché à la plage «El Battah» de Ben M'Hidi



Le corps sans vie d'un homme âgé de 40 ans, a été repêché lundi à la plage «El Battah» relevant de la daïra de Ben M'Hidi (El Tarf), a-t-on appris auprès de la protection civile (PC).

Le signalement du corps de la victime, originaire de la wilaya de Souk Ahras, flottant sur les eaux a été donné aux environs de 7h30 du matin, par des baigneurs, a fait savoir le sous-lieutenant Layachi Guesmi, précisant que les éléments de la protection civile se sont aussitôt rendus sur les lieux où ils ont repêché le corps sans vie.

La dépouille a été évacuée à la morgue de l'hôpital d'El Kala pour les besoins de l'autopsie, a également indiqué la protection civile soulignant que la victime, un émigré de son état, s'est aventurée sur cette plage gardée en dehors des horaires de surveillance fixés.

Il s'agit du 5ème cas de noyade signalé dans la wilaya d'El Tarf depuis le début de la saison estivale 2019, parmi lesquelles les (4) quatre précédentes ont été enregistrées sur des zones rocheuses non gardées, a-t-on conclu.

TLEMCEM:

Plus de 360 kg de kif traité saisis en juin dernier



Quelque 366 kg et 237 g de kif traité ont été saisis durant le mois de juin dernier à Tlemcen, a-t-on appris hier de la cellule de communication de la sûreté de wilaya.

Selon un communiqué de la cellule de communication, 43 affaires liées au trafic et à la commercialisation de drogue ont été traitées par les services de la police judiciaire durant le mois de juin dernier permettant la saisie de la dite quantité de kif traité et de 434 comprimés psychotropes.

78 individus impliqués dans ces affaires ont été également appréhendés, a-t-on ajouté.

Par ailleurs, 266 autres affaires concernant divers délits, notamment des agressions contre les personnes et les biens publics et d'autrui, ont été traitées par les services de police.

360 personnes ont été interpellées dans ce cadre, souligne-t-on dans le communiqué, ajoutant qu'un crime électronique impliquant un individu a été également enregistré durant la même période.

PROTECTION DES ENFANTS EN DÉTRESSE: 106 centres d'ici la fin de l'année

Le réseau national des établissements destinés à la protection et à l'assistance de l'enfance en détresse sera renforcé par des structures en cours de réalisation, dans plusieurs wilayas, pour atteindre les 106 centres à travers le pays d'ici la fin de l'année, a indiqué le ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, dimanche, dans un communiqué.

A l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'enfant, le ministère de la Solidarité a fait état du renforcement du réseau national des établissements destinés à la Protection de l'enfance en détresse par deux centres à Mila et El Tarf et de trois autres en cours de réalisation à Oran, Tipasa et Tissemsilt, pour atteindre, d'ici la fin de l'année en cours, un total de 106 centres, à travers le pays.

Dans le cadre des efforts de l'Etat pour la prise en charge de cette catégorie, le nombre des centres de protection des enfants en danger passera de 9 à 29 établissements, répartis sur deux tranches d'âges (de 6 à 12 ans et de 13 à 18 ans).

De surcroît, le Gouvernement a approuvé, lors d'une réunion, un projet de loi fixant les conditions de création des établissements et centres d'accueil de la petite enfance pour une meilleure prise en charge de cette catégorie et la facilitation des procédures auprès de toute personne désirant créer un établissement de ce genre, a précisé la même source. Le communiqué a fait état également du parachèvement d'un nouveau projet de loi portant organisation de l'activité de famille d'accueil (nourrices et assistantes), de l'examen de l'ensemble des textes d'application relatifs à la loi de 2015, outre la promulgation de deux décrets exécutifs sur 6 projets de



décrets exécutifs dans le cadre de la concrétisation de la réforme juridique sur la protection de l'enfance contre les violences, ajoute la même source.

Au total, 1041 signalements, parvenant à travers les numéros verts, ont été reçus et traités entre 2018 et le premier trimestre de 2019, et 5889 enquêtes sociales diligentées, dont 1041 investigations suite à des signalements concernant des enfants en situation de danger, et 428 mesures prises au profit des

enfants ou des familles pour le traitement de la situation de détresse.

En vue d'une meilleure intervention de tous les acteurs concernés par la protection de l'enfance, il a été procédé à l'intégration de la formation en tant que priorité dans le prochain plan regroupant des intervenants sociaux, des cadres des corps de sécurité, des juges des mineurs, des journalistes et le mouvement associatif pour qu'il soient au même niveau d'information et de capacité d'intervention.

ENFANCE:

La protection de l'enfance, «une responsabilité collective»

La protection de l'enfance «est une responsabilité collective», a estimé, lundi à Alger, la déléguée nationale à la protection de l'enfance, Meriem Cherfi, mettant l'accent sur la nécessité de conjuguer les efforts pour promouvoir et défendre les droits de cette frange.

S'exprimant lors d'une cérémonie organisée à l'Opéra à l'occasion de la Journée nationale de l'enfant, Mme Cherfi a indiqué

que l'ONPPE « n'épargne aucun effort en vue de concrétiser l'intérêt suprême de l'enfant, en coordination avec les institutions de l'Etat, les acteurs de la société civile et l'ensemble des intervenants dans ce domaine», affirmant que cette occasion se veut « une occasion pour rappeler l'impératif respect des droits de l'enfant, ainsi qu'une étape pour évaluer les réalisations».

Rappelant que la célé-

bration de la Journée nationale de l'enfant coïncide avec la promulgation, le 15 août 2015, de la loi relative à la protection de l'enfant, la même responsable a souligné que l'institution par l'Algérie d'une Journée nationale pour son enfance témoignait de «l'importance de cette catégorie».

Mme Cherfi a fait savoir à cette occasion, que l'Organe «avait, depuis début 2019, pris en charge la protection de 1400

enfants en danger et ce en coordination avec les juges des mineurs et des Services en milieu ouvert relevant du ministère de la Solidarité nationale, à travers des signalements reçus par l'Organe via le numéro vert (1111), le courrier électronique et au niveau du siège de l'organe», appelant à la nécessité d'intensifier les efforts en vue d'inculquer la culture du signalement de toute atteinte aux droits de l'enfant.

EL BAYADH:

Vaccination de plus de 830.000 têtes du bétail contre la peste de petits ruminants

Plus de 830.000 têtes du bétail (ovins et caprins) ont été vaccinées dans la wilaya d'El Bayard contre la peste des petits ruminants, a-t-on appris lundi de l'inspection vétérinaire de la wilaya. L'opération de vaccination, lancée depuis février dernier, a vu la mobilisation de 88 vétérinaires des secteurs privé et public et a touché à ce jour 2.800 éleveurs et maquignons des communes de la wilaya.

Les services vétérinaires ont fourni des quantités suffisantes de vaccins dépassant 1,5 million doses en vue de vacciner un plus grand nombre possible de têtes du bétail pour prémunir le bétail contre cette zoonose. A noter que la wilaya recense un important patrimoine animalier de 2 millions de têtes d'ovins et de plus de 225.000 têtes

de caprins. Lors de l'opération de vaccination, qui se poursuit, des conseils et des orientations préventives sont prodigués aux éleveurs sur les voies et moyens d'éviter cette maladie et d'empêcher sa propagation en cas d'épidémie.

La même période a également enregistré une vaste campagne de vaccination des bovins contre la fièvre aphteuse où 12.000 têtes ont été vaccinées chez 1.300 éleveurs de la wilaya. Quelque 20.000 doses de vaccins sont fournies sachant que le nombre de têtes bovines dans la wilaya est estimé à 23.000.

Dans le même contexte et en prévision de l'Aid El Adha, les services vétérinaires ont élaboré un large programme d'intensification de l'opéra-

tion de contrôle et de sensibilisation à travers différents marchés hebdomadaires du bétail de la wilaya, à l'instar des marchés d'El Bayadh et de Bougtob qui sont parmi les plus grands marchés du bétail en Algérie, ainsi que les marchés de proximité qui seront ouverts à cette occasion.

Cette campagne, encadrée par des vétérinaires, prévoit le contrôle de la santé du bétail mis en vente en donnant des conseils aux citoyens sur les conditions sanitaires pour choisir les moutons du sacrifice. Des sorties sur le terrain sont prévues aux abattoirs répartis à travers la wilaya pour contrôler le respect des conditions d'abattage et d'hygiène, a-t-on fait savoir.

TRANSPORT: Le Canada renforce les droits des passagers aériens

Une nouvelle réglementation protégeant davantage les passagers voyageant à partir ou vers le Canada est entrée en vigueur lundi, et prévoit une indemnisation allant jusqu'à 2.400 dollars canadiens pour toute personne victime de surbooking.

«Nous avons créé une approche de premier plan pour les droits des passagers aériens qui est claire, cohérente, transparente et équitable», s'est félicité le ministre canadien des Transports, Marc Garneau, au sujet de l'entrée en vigueur du nouveau Règlement sur la protection des passagers aériens.

Depuis lundi, toute compagnie aérienne opérant depuis ou vers ce pays nord-américain doit ainsi «offrir une indemnisation allant jusqu'à 2.400 dollars pour le refus d'embarquement pour des motifs qui relèvent des transporteurs aériens» tels que le surbooking (vente de davantage de billets d'avion qu'un vol peut accueillir).

Un transporteur devra également verser «jusqu'à 2.100 dollars» à un passager «pour les bagages perdus ou endommagés», en plus de rembourser «tout frais de bagages», indique un communiqué du gouvernement canadien.

La deuxième phase de ce nouveau règlement entrera en vigueur le 15 décembre et couvrira «les



retards et les annulations de vols et l'attribution de sièges aux enfants à proximité d'un parent ou d'un tuteur», a précisé Ottawa.

Le ministre a averti que les transporteurs aériens récalcitrants «pourraient encourir des sanctions allant jusqu'à 25.000 dollars cana-

diens pour chaque incident de non-conformité».

Il a ajouté que «le nouveau règlement tiendrait aussi compte des réalités des (...) transporteurs aériens à coûts très faibles, en rajustant les exigences en conséquence», sans préciser comment.

INTEMPÉRIES: Au moins 180 morts de la mousson en Asie du Sud

Les inondations et glissements de terrain provoqués par les pluies torrentielles de la mousson ont tué au moins 180 personnes en Asie du Sud, selon un nouveau bilan hier des autorités des pays touchés.

Faisant rage de juin à septembre, la mousson est cruciale à l'irrigation des cultures et au remplissage des réserves d'eau de ce sous-continent qui héberge un cinquième de la population mondiale.

Mais chaque année, les précipitations entraînent aussi un cortège de morts et de destructions.

Au moins cinq enfants se sont noyés lundi au Bangladesh, portant le nombre de morts à 34 dans cette nation de 160 millions d'habitants.

Dix autres personnes ont succombé dans les gigantesques camps de réfugiés rohingyas du



sud-est du Bangladesh, où les éléments déchaînés ont détruit des milliers de cahutes.

Des inondations dans le nord du pays affectent également des centaines de milliers de personnes.

Au Népal, au moins 67 personnes ont péri dans des inondations, dont les eaux ont commencé à baisser.

Des images montraient des sauveteurs utilisant des canots gonfla-

bles pour évacuer les familles bloquées dans des maisons inondées.

Les experts sanitaires s'inquiètent de possibles épidémies de maladies véhiculées par l'eau et ont appelé à l'aide internationale.

En Inde, la mousson a coûté la vie à quelque 50 personnes.

Deux Etats du nord et du nord-est, le Bihar et l'Assam, sont les plus durement touchés par le

déluge. Les autorités de l'Assam ont décrété l'alerte rouge face aux inondations, qui ont tué jusqu'ici 11 habitants et déplacé 83.000 personnes.

Au Bihar, 24 décès ont été rapportés, les inondations affectant 2,5 millions de résidents.

L'effondrement d'un bâtiment dimanche dans l'Etat montagneux d'Himachal Pradesh avait lui coûté la vie à 14 personnes.

Plus au nord, au Cachemire pakistanais, les autorités ont fait état de 23 morts et de 120 maisons endommagées dans de brusques montées des eaux.

Les Nations unies ont déclaré lundi «se tenir prêtes à travailler avec les autorités des pays affectés dans leur réponse aux besoins humanitaires résultant de la saison de mousson en cours».

INDE: 2 morts, plus de 40 disparus dans l'effondrement d'un bâtiment à Bombay

Deux personnes sont mortes hier dans l'effondrement d'un bâtiment de plusieurs étages à Bombay, plus d'une quarantaine de personnes restant disparues, ont annoncé les autorités locales indiennes.

«Deux personnes ont été déclarées mortes et plus de 40 sont piégées sous les débris», a déclaré Tanaji Kamble, un porte-parole de l'autorité de gestion des catastrophes de la capitale économique indienne. L'accident est survenu



dans le quartier de Dongri, dans le sud de la mégapole. Cinq personnes, dont deux enfants, ont été secourues et emmenées à l'hôpital.

Les effondrements de bâtiments et de structures mal construits ou mal entretenus sont fréquents en période de mousson, qui dure de juin à septembre ou octobre en Inde.

Au début du mois, un mur s'est effaissé sur un bidonville de Bombay en raison des pluies diluviennes, tuant 22 personnes.

FRANCE: Une femme et trois enfants tués dans une collision train-voiture à un passage à niveau



Une femme et trois enfants sont morts lundi matin dans une collision entre leur véhicule et un train régional à un passage à niveau dans la Marne, dans le nord-est de la France, ont annoncé les autorités.

Quatre voyageurs du train ont été légèrement blessés, pris en charge par les pompiers, et le conducteur est extrêmement choqué, selon la SNCF, l'opérateur ferroviaire français, qui a détourné la circulation ferroviaire. «A priori, le véhicule aurait percuté la barrière fermée au moment où le train passait», a affirmé Philippe Maussire, maire d'Avenay-Val-d'Or où l'accident s'est produit, à la presse.

Selon M. Maussire, la conductrice était une assistante maternelle qui transportait trois enfants à bord de son véhicule. Sans préciser les circonstances de cet accident, la préfecture a confirmé dans un communiqué un bilan de quatre morts, une femme et trois enfants, et quatre blessés légers parmi les passagers du train. Le parquet de Reims a décidé d'ouvrir une enquête.

INDONÉSIE: 2 morts et des milliers de réfugiés après un violent séisme

Au moins deux personnes ont été tuées et des milliers d'autres évacuées après un violent séisme de magnitude 7,3 qui a frappé l'est de l'Indonésie, selon un bilan officiel lundi.

Le tremblement de terre s'est produit peu après 18h00 locales (9h00 GMT) dimanche dans le nord de l'archipel des Moluques, à une profondeur de 10 km, déclenchant la panique chez des habitants qui sont partis se réfugier en hauteur.

L'épicentre a été détecté à quelque 165 kilomètres au sud de Ternate, la ville principale de la province du nord des Moluques. Deux femmes ont été tuées par la chute de débris et «plus de 2.000 personnes ont été évacuées», a indiqué Agus Wibowo, le porte-parole de l'agence de gestion des catastrophes lors d'une conférence de presse. Les habitants qui ont quitté leurs maisons se sont réfugiés dans des écoles et des bâtiments publics. Dans le district peu densément peuplé de Halmahera sud, le plus proche de l'épicentre, quelque 160 maisons se sont écroulées ou ont été endommagées par le séisme.

CROATIE: 10.000 touristes évacués en raison d'un feu de forêt

Un feu de forêt sur l'île croate de Pag a forcé les autorités à évacuer d'une plage environ 10.000 touristes qui y faisaient la fête dans la nuit de lundi à mardi, a annoncé la police. L'incendie s'est déclenché vers 23h00 (23h00 GMT lundi) dans une pinède proche de la plage de Zrce sur l'île de Pag (nord), lieu de divertissement très populaire parmi les jeunes touristes, selon le communiqué de la police.

Le sinistre est désormais sous contrôle, a déclaré à la radio nationale Ante Dabo, le maire de la ville de Novalja proche de la plage. Les causes de l'incendie n'ont pas encore été déterminées. Le tourisme est un des piliers de l'économie croate. L'année dernière plus de 19 millions de touristes ont visité la côte de ce petit pays de 4,2 millions d'habitants.

SIDA: 770.000 morts en 2018, soit une baisse d'un tiers depuis 2010

Quelque 770.000 personnes dans le monde sont mortes de maladies liées au sida en 2018, ce qui représente une baisse d'un tiers depuis 2010, selon le rapport annuel de l'Onusida publié hier.

Ce chiffre est en baisse par rapport à 2017 (800.000) et est très inférieur à l'hécatombe enregistrée au pic de l'épidémie en 2004 (1,7 million), selon l'agence de l'ONU dédiée à la lutte contre le sida.

En outre, plus de trois séropositifs sur cinq - 23,3 millions sur 37,9 - suivent des traitements antirétroviraux, qui permettent de ne plus transmettre le virus du sida s'ils sont pris correctement.

C'est la plus haute proportion jamais atteinte, et c'est environ dix fois plus qu'au milieu des années 2000.

Le nombre de nouvelles infections, lui, est stable par rapport aux années précédentes (1,7 million).

Ces chiffres globaux cachent toutefois de fortes disparités régionales, souligne l'Onusida, selon laquelle la lutte contre la maladie ne progresse pas à un rythme suffisant.

Globalement, la baisse remarquable du nombre de morts et le meilleur accès aux traitements s'expliquent par les progrès notables réalisés en Afrique du sud et de l'est, région historiquement la plus concernée par le sida.

C'est là que vit plus de la moitié de la population mondiale touchée par le virus.

Mais ailleurs dans le monde, certains indicateurs sont inquiétants.

Ainsi, en Europe de l'est et dans le centre de l'Asie, le nombre de nouvelles infections a grimpé de 29% depuis 2010.

De même, le nombre de morts dus au sida a augmenté de 5% dans ces régions et de 9% au Moyen-Orient et en Afrique du Nord ces huit dernières années.

L'Onusida s'inquiète en outre d'une baisse des financements.

En 2018, 19 milliards de dollars étaient consacrés à des programmes de lutte contre la maladie dans les pays à faible et moyen revenu.

C'est un milliard de moins qu'en 2017, et sept de moins que la somme jugée nécessaire pour 2020 (26,2).

ÉPIDÉMIE: Le Rwanda demande «non nécessaire» en RD Congo à cause de l'Ebola

Le ministère rwandais de la Santé a demandé lundi à ses ressortissants d'éviter tout voyage dans l'est de la RD Congo après la découverte d'un cas d'Ebola à Goma, ville toute proche de la frontière entre les deux pays.

Ce cas a été découvert à Goma, ville d'un million d'habitants séparée de la frontière par la ville de Gisenyi, dans l'ouest du Rwanda.

Le passage de la frontière entre Goma et Gisenyi est l'un des plus utilisés dans la région où des milliers de personnes l'empruntent chaque jour.

Même si aucun cas d'Ebola n'a été signalé au Rwanda, il est vital que les Rwandais agissent pour aider à éviter le développement d'Ebola, a ajouté le ministère.

«Le ministère de la Santé rappelle aux ressortissants et aux résidents qu'il ne faut pas traverser la frontière à l'occasion de voyages non nécessaires pour aller dans des zones dans les pays voisins où des cas d'Ebola ont été signalés», a ajouté le ministère dans un communiqué.

«Nous recommandons à nos ressortissants et aux résidents de ne pas fournir de logement aux voyageurs qui viennent des zones des pays voisins où Ebola a été signalé».

MONDE: La faim dans le monde en hausse pour la 3^e année consécutive

La faim dans le monde affectait 821,6 millions de personnes dans le monde en 2018, contre 811 l'année précédente, selon un rapport annuel publié lundi par plusieurs organisations de l'ONU qui déplorent une troisième année consécutive de hausse.

Après des décennies de baisse, la sous-alimentation a repris de la vigueur depuis 2015.

Figurant parmi les objectifs de développement durable fixés pour 2030, la perspective d'un monde sans aucune personne en état de sous-alimentation à cette échéance relève d'un «immense défi», note le rapport.

Intitulé «L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde», le document a été rédigé par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, avec le concours du Fonds international pour le développement de l'agriculture, le Fonds de l'ONU pour les enfants (Unicef), le Programme alimentaire mondial (PAM) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

«Pour préserver la sécurité alimentaire et la nutrition, il est essentiel de mettre en place des politiques économiques et sociales pour contre-carrer à tout prix les effets des cycles économiques défavorables, tout en évitant de réduire les services essentiels tels que les soins de santé et l'éducation», affirme le rapport.

En appelant à une «transformation structurelle» inclusive avec les plus démunis, les auteurs du document demandent d'«intégrer les préoccupations de sécurité alimentaire et de nutrition dans les efforts de réduction de la pauvreté», tout en luttant contre les inégalités entre les sexes et l'exclusion de groupes sociaux. La sous-alimentation reste prévalente sur de nombreux continents: en Afrique (près de 20% de la population concernée), en Amérique latine et dans les Caraïbes (moins de 7%) et en Asie (plus de 12%). En ajoutant les populations souffrant de famine aux personnes touchées par l'insécurité alimentaire, on estime que plus de deux milliards de personnes, dont 8% vivent en Amérique du Nord et en Europe, n'ont pas régulièrement accès à des aliments sains, nutritifs et en quantité suffisante.



La FAO juge par ailleurs que les progrès sont insuffisants pour réaliser l'objectif 2030 de réduire de moitié le nombre d'enfants souffrant d'un retard de croissance.

En 2016, environ 40 millions d'enfants de moins de cinq ans avaient un excès de poids.

En 2016, 131 millions d'enfants de 5 à 9 ans, 207 millions d'adolescents et 2 milliards d'adultes étaient en surpoids, selon le rapport.

En 2016, 131 millions d'enfants de 5 à 9 ans, 207 millions d'adolescents et 2 milliards d'adultes étaient en surpoids, selon le rapport.

SELON L'ONU: La couverture vaccinale contre les maladies mortelles stagne dans le monde

Les efforts visant à accroître la couverture vaccinale contre les maladies mortelles stagnent, a indiqué lundi l'ONU, «très inquiète» en particulier face à l'épidémie de rougeole. Dans son rapport annuel sur les taux globaux de vaccination, l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) montrent qu'en 2018 près de 20 millions d'enfants n'ont pas reçu les vaccins susceptibles d'éviter des maladies mortelles.

«Ce qui signifie que plus d'un enfant sur 10 ne reçoit pas la totalité des vaccins dont il a besoin», a expliqué la directrice du département immunisation et vaccins à l'OMS, Kate O'Brien. Mme s'exprimait lors de la présentation du rapport annuel sur les vaccinations. Pour la première fois, les statistiques annuelles de l'ONU prennent en compte le vaccin contre les papillomavirus humains (HPV), qui permet de protéger contre le cancer du col de l'utérus.

L'an dernier, 90 pays - pour la plupart des pays riches - ont intégré le HPV dans leur programmes nationaux, ce qui signifie que le vaccin est disponible

pour une fille sur trois dans le monde, selon l'ONU, estimant qu'il y a une «dangereuse stagnation des taux de vaccination dans le monde, due aux conflits, aux inégalités et à une complaisance».

Le taux de couverture mondial pour la vaccination de base contre la diphtérie, le tétanos et la coqueluche (DTP) ainsi que la rougeole stagne depuis 2010, à 86%.

Ce taux reste «élevé», mais «insuffisant», selon l'ONU, inquiète face notamment à l'ampleur de l'épidémie de rougeole.

L'an dernier, 350.000 cas de rougeole ont été signalés

dans le monde, soit plus du double qu'en 2017. Toutefois, les cas de rougeole dans le monde ont été multipliés par quatre au premier trimestre 2019 par rapport à la même période de l'an dernier, selon l'Organisation onusienne.

«Les raisons de ces épidémies sont très diverses, mais la cause première est que des enfants vivent dans des communautés où le vaccin antirougeole est insuffisant et les enfants eux-mêmes individuellement non immunisés», a déclaré Mme O'Brien, pointant la «prolifération des fausses informations» sur ce vaccin.

«Les raisons de ces épidémies sont très diverses, mais la cause première est que des enfants vivent dans des communautés où le vaccin antirougeole est insuffisant et les enfants eux-mêmes individuellement non immunisés», a déclaré Mme O'Brien, pointant la «prolifération des fausses informations» sur ce vaccin.

«Les raisons de ces épidémies sont très diverses, mais la cause première est que des enfants vivent dans des communautés où le vaccin antirougeole est insuffisant et les enfants eux-mêmes individuellement non immunisés», a déclaré Mme O'Brien, pointant la «prolifération des fausses informations» sur ce vaccin.

TCHAD: Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme accorde au Tchad 38 millions d'euros

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a accordé au Tchad deux subventions d'un montant de 25 millions de francs CFA (environ 38 millions d'euros) pour une période de cinq ans, a annoncé le ministre tchadien de la Santé publique, Aziz Mahamat Saleh.

Cet aide permettra de faire passer le nombre de personnes séropositives sous antirétroviraux à 81.390

en 2021, soit un taux de couverture de 67%, de traiter 6.390 femmes enceintes séropositives afin de prévenir la transmission du VIH/sida à leurs nouveau-nés (soit un taux de couverture de 83%) et de dépister et traiter 19.261 cas tuberculeux d'ici 2021, a détaillé M. Saleh.

Les subventions vont contribuer au renforcement du système de santé, notamment en finançant en partie le plan national de transfor-

mation de la chaîne d'approvisionnement et le système d'information de gestion logistique et d'automatiser la collecte des données programmatiques dans une dizaine des provinces du pays, selon le ministre.

Au Tchad, le taux de prévalence du VIH observé lors de l'enquête démographique et de santé de 2017 dépassait les 3%.

SELON UNE ÉTUDE: Les vapoteurs fument moins de cigarettes mais rechutent plus

Les fumeurs qui utilisent la cigarette électronique ont tendance à diminuer leur consommation de tabac et à davantage tenter d'arrêter que les autres fumeurs, mais la vape est aussi associée à une plus grande probabilité de rechute, conclut une étude publiée lundi.

Depuis l'essor de la e-cigarette, à la fin des années 2000, de nombreuses études cherchent à déterminer s'il s'agit d'une aide efficace ou non à l'arrêt du tabac.

Pour tenter de répondre à cette question, l'équipe de Ramchandrar Gomajee, chercheur à l'Inserm et à l'université Paris-Sorbonne, a suivi pendant près de deux ans 5.400 fumeurs quotidiens et 2.025 anciens fumeurs appartenant à la cohorte Constances, vaste enquête de santé publique française qui suit 200.000 volontaires âgés de 18 à 69 ans.

Résultat, à la fin de la période observée, les fumeurs-vapoteurs fumaient en moyenne 4,4 cigarettes de moins par jour, alors que les fumeurs n'utilisant pas la cigarette électronique n'avaient diminué leur consommation quotidienne que de 2,7 cigarettes, selon leurs résultats, publiés dans la revue américaine *Jama Internal Medicine*.

Par ailleurs, les adeptes de la vape étaient 67% plus nombreux à avoir essayé d'arrêter de fumer au moins une fois.

Ceux qui utilisaient ce dispositif depuis plus d'un an étaient même deux fois plus nombreux à avoir tenté un arrêt du tabac.

En revanche, «parmi les anciens fumeurs, l'usage de la cigarette électronique est associé à une probabilité plus élevée de recommencer à fumer». Parmi les 2.025 «anciens



fumeurs» au moment du début de l'étude, ceux qui utilisaient régulièrement la cigarette électronique ont en effet été 70% plus nombreux à reprendre le tabac que les autres ex-fumeurs.

Les auteurs de l'article reconnaissent que leur recherche présente certaines faiblesses.

Ainsi, ils ne disposaient pas d'information sur la motivation des utilisateurs de e-cigarettes.

Impossible donc d'affirmer qu'ils s'en servent avec l'intention de diminuer ou d'arrêter la cigarette, même si d'autres travaux ont montré que c'est généralement le cas.

Si cette étude ne permet pas de conclure que le vapotage est efficace

pour arrêter durablement la cigarette, elle établit que la e-cigarette peut «aider les individus à diminuer leur consommation de tabac et à démarrer un arrêt du tabac», ajoutent-ils, soulignant le nombre important de participants et la durée du suivi.

Selon les chiffres de Santé publique France, 3,8% des Français utilisaient quotidiennement la cigarette électronique en 2018.

Ce dispositif est désormais choisi par plus du quart des fumeurs (27%) comme aide à l'arrêt du tabac, devant les substituts nicotiniques (patchs, gommes, etc/18%), plus de la moitié tentant eux d'arrêter sans aucune aide.

EBOLA: L'OMS déterminera si l'épidémie Ebola doit être déclarée à nouveau comme une «urgence mondiale»

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) convoquera prochainement son Comité d'urgence du Règlement sanitaire international (RSI) sur la maladie d'Ebola en République démocratique du Congo (RDC) afin de déterminer si cette épidémie persistante doit être déclarée à nouveau comme une «urgence mondiale», a indiqué le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

«Nous disposons de meilleurs outils de santé publique pour lutter contre le virus Ebola, notamment un vaccin efficace (...) Néanmoins, pour être prudent.

J'ai décidé de convoquer à nouveau le comité d'urgence dès que possible pour évaluer la menace de ce développement et avoir des conseils en conséquence», a déclaré à la presse M. Tedros.

Près d'un an après l'apparition de l'épidémie d'Ebola dans l'est de la RDC, le nombre de nouveaux cas a atteint des niveaux préoccupants.

Dimanche, le premier cas d'Ebola a été confirmé à Goma, une ville d'environ un million de personnes.

«L'identification du cas à Goma pourrait potentiellement changer la donne dans la lutte contre l'épidémie», a fait remarquer le chef de l'OMS, notant que la riposte à Ebola ne saurait être confinée à sa seule dimension technico-sanitaire.

A ce propos, M. Tedros a précisé: «Nous avons besoin du soutien politique de toutes les parties et de l'engagement des communautés pour que les intervenants effectuent leur travail en toute sécurité et sans interruption.

C'est le seul moyen d'empêcher la propagation du virus».

EBOLA EN RD CONGO: Un patient diagnostiqué à Goma est décédé

Le premier cas d'Ebola enregistré à Goma, plus grande ville touchée par l'actuelle épidémie de la fièvre hémorragique dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC) est décédé lors de son transfert vers l'agglomération de Butembo, a indiqué hier une source officielle.

«Malheureusement je peux vous confirmer la mort du patient en cours de route en allant à Butembo», un des foyers de l'épidémie, a déclaré à la presse le gouverneur de la province du Nord-Kivu Carly Nzanzu.

Le diagnostic d'un premier patient à Goma a représenté un électrochoc pour les autorités congolaises et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS).

Goma est une ville d'environ un million d'habitants à la frontière du Rwanda, avec un aéroport desservant Kinshasa, Entebbe-Kampala et Addis Abeba, et un port ouvrant sur la province voisine du Sud-Kivu.

«Goma est un avertissement», a déclaré lundi à Genève le responsable des situations d'urgence de l'OMS, Mike Ryan. «C'est un avertissement parce que chaque fois que la maladie se déplace, elle peut s'établir ailleurs», a-t-il déclaré.

Le gouverneur a demandé à la population de Goma de «suivre les conditions hygiéniques»: «Si à Goma, on se comporte très bien, on accompagne l'équipe de la riposte, il y aura plus de peur que de mal». L'épidémie est circonscrite jusqu'à présent dans la région de Beni-Butembo (environ 250 km à vol d'oiseau au nord de Goma), et très marginalement dans la province voisine de l'Ituri.

La fièvre hémorragique a tué 1.668 personnes depuis la déclaration de l'épidémie le 1er août dernier, selon le ministère congolais de la Santé.

Le patient de Goma a été évacué vers Butembo pour y «bénéficier des soins parce qu'il n'y avait jamais eu de cas d'Ebola à Goma», a précisé le gouverneur. Diagnostiqué dimanche après-midi à Goma, l'homme avait été transféré le lendemain vers le Centre de traitement d'Ebola (CTE) de Butembo.

Il est présenté par les autorités comme un pasteur d'une Eglise chrétienne qui avait présenté les premiers symptômes le mardi 9 juillet avant de voyager en bus vers de Butembo vers Goma le vendredi 12.

APS

AGRICULTURE: La Colombie détecte un foyer possible de champignon mortel pour les bananes

La Colombie, un des principaux exportateurs mondiaux de bananes, a identifié un foyer possible d'un champignon mortel dans une ferme près de la frontière vénézuélienne qui a déjà été placée en quarantaine, ont indiqué les autorités.

«Ce que nous faisons, c'est contenir la présence (possible) du champignon dans ces exploitations, contrôler les mouvements, fumiger et désinfecter et empêcher ainsi qu'il n'atteigne le reste du

territoire national», a déclaré le ministre de l'Agriculture Andrés Valencia. Le *Fusarium race 4 tropical* (Foxt R4T) flétrit les bananiers et les plantains, et peut contaminer les champs pendant plus de 30 ans. Ce champignon, qui peut être introduit par l'homme dans les cultures, a déjà dévasté l'industrie dans les pays asiatiques et africains. Le gouvernement colombien a envoyé des échantillons de cultures infectées à

l'étranger pour déterminer s'il s'agit de ce ravageur, a déclaré Deyanira Barrero, responsable de l'Institut agricole colombien (ICA). «Nous attendons les résultats de ce laboratoire au Pays-Bas pour la première semaine d'août», a déclaré le responsable. Pour l'instant, l'alerte se concentre exclusivement sur 150 hectares d'une ferme dans le département de La Guajira, à l'extrême nord de la Colombie, frontalier du Venezuela. La produc-

tion a déjà été détruite et la ferme est en quarantaine. La Colombie, sixième exportateur mondial de bananes en 2018, selon le ministère de l'Agriculture, ne bloque pas actuellement ses ventes en raison de cette suspicion. Le ministre a également précisé que le champignon, connu sous le nom de «maladie de Panama», n'affecte que la plante et non le fruit, de sorte qu'il n'y a aucun risque pour la santé humaine.

BELGIQUE-PÉNURIE DE MÉDICAMENTS: Les médecins tirent la sonnette d'alarme

Plusieurs médecins belges ont tiré lundi la sonnette d'alarme sur l'importante pénurie de médicaments qui touche actuellement le plat pays, déplorant près de 500 médicaments indisponibles actuellement en Belgique.

«La liste de l'Agence fédérale des médicaments et des produits de santé (AFMPS) compte 497 médicaments manquants en Belgique et cette situation pourrait durer des mois, voire des années», ont-ils mis en garde sur les colonnes du journal *Le Soir*, mettant en cause notamment l'industrie pharmaceutique.

Pour les médecins belges, «une disponibilité suffisante des médicaments relève de la responsabilité de l'industrie pharmaceutique». Les



firmes pharmaceutiques sont «soumises à des impératifs de rentabilité

forts», toutefois, elles sont appelées à réfléchir de manière concertée à une solution globale à ce problème «majeur» au niveau européen, et ce en coordination avec les autorités compétentes, ont-ils souligné.

«Nous insistons aussi pour le maintien sur le marché de molécules bon marché, parfois non rentables économiquement, mais qui sont indispensables au traitement de nos malades», ont plaidé ces professionnels de la santé. La pénurie de médicaments peut entraîner «des convalescences plus longues, des séquelles plus lourdes, ainsi que des décès supplémentaires», ont-ils averti, appelant à la mise en place de mesures efficaces afin d'endiguer ce problème.

PES TICIDES : TRAITER SES PLANTES, EST-CE SANS DANGER ?

Pesticides, engrais... De nombreux produits nous aident à garder nos plantes plus belles et plus longtemps. Mais ces produits ne sont-ils pas dangereux pour notre propre santé ?

Hélas si ! Fongicides et insecticides figurent depuis longtemps au banc des accusés, non seulement parce qu'ils dégradent l'environnement, mais aussi parce que leur utilisation est soupçonnée d'entraîner des conséquences extrêmement graves sur la santé. En plus de l'asthme qu'ils provoquent, ils semblent également impliqués dans la forte augmentation des cancers « hormono-dépendants » (sein, prostate, thyroïde) ainsi que dans ceux qui touchent les enfants (tumeurs cérébrales, lymphomes non-hodgkiniens) et dans les leucémies.

Certes, les agriculteurs sont les plus exposés, tout comme les populations qui vivent à côté de grands épandages, et le niveau de risque n'a rien de comparable si l'on pulvérise une plante tous les trois ans, n'empêche qu'il vaut mieux s'en passer. Ne serait-ce que pour éviter d'accroître la pollution des cours d'eau et des nappes phréatiques dans lesquels se déversent tous ces produits (90 % des rivières et 60 % des eaux souterraines sont contaminées).

Si l'on ne peut se résoudre à voir dépérir son aralia, au moins faut-il éviter d'acheter les produits les plus toxiques (croix noire sur fond orange). Il convient ensuite de prendre le temps de lire à fond les étiquettes et respecter à la lettre les recommandations : toujours mettre des gants, ne jamais boire ni fumer, aérer au maximum et se rincer abondamment les mains, le visage et le cou après utilisation.

Les jardinerie proposent de plus en plus de produits alternatifs. Certaines, comme la chaîne Botanic, s'en sont même fait une spécialité.

SI LES INSECTICIDES SONT AUTORISÉS, N'EST-CE PAS QU'ILS SONT SANS DANGER ?

Ce serait trop beau ! Quelques dizaines de substances au moins sont avec certitude très dangereuses. Leur nocivité avérée sur les abeilles a fait suspecter de longue date une dangerosité comparable pour l'homme. Des travaux récents (publiés dans « Plos One » par Kimura-Kuroda, et coll.) sont encore venus le confirmer. D'ailleurs, pour la première fois, en décembre dernier, l'EFSA (Autorité européenne de sécurité des aliments) a elle-même reconnu que les insecticides de la famille des néonicotinoïdes « peuvent avoir une incidence sur le développement du système nerveux humain » et qu'une réévaluation des seuils acceptables d'exposition est justifiée. Plus généralement, l'agence estime que la procédure d'acceptation des pesticides devrait être révisée afin de rendre obligatoire la réalisation d'études évaluant la neurotoxicité de ces produits. Il était temps !

Depuis mai 2012, les agriculteurs peuvent faire reconnaître la maladie de Parkinson comme maladie professionnelle causée par ces traitements.

Par ailleurs, une expertise collective réalisée par l'Inserm en juin 2013 évoque « la présomption d'un lien entre l'exposition aux pesticides et la maladie d'Alzheimer », dont le risque serait multiplié par quatre. Une étude américaine (« Jama Neurology ») a aussi mis en évidence un lien entre l'exposition au DDT et le risque de développer une forme plus sévère de la maladie d'Alzheimer. Quand on sait que cet insecticide a été interdit depuis 1972, mais que les trois quarts des personnes qui y ont été exposées en ont encore dans le sang, les



inquiétudes sont légitimes.

Ce n'est pas tout. Des études ont prouvé que certains insecticides augmentent de 250 % le risque de diabète. Et d'autres, très nombreux, ont mis en évidence l'impact sur la reproduction : baisse de la fécondité, augmentation des fausses couches et des naissances prématurées, anomalies de l'appareil sexuel des garçons dont les mères ont été exposées.

Qui n'a pas entendu parler non plus du scandale du chlordécone, cet insecticide organochloré utilisé de 1981 à 1993 pour traiter les bananiers ? On a découvert en 1999 qu'il était à l'origine d'une pollution importante en Guadeloupe et en Martinique. À certains endroits, les eaux souterraines en contiennent des taux 100 fois supérieurs à la norme, et on retrouve ce produit dans le sang de 90 % des femmes enceintes. Comment s'étonner si certains cancers explosent (myélomes multiples) ? Destinés à protéger les cultures des ravageurs, ces produits sont faits pour tuer, il ne faudrait pas l'oublier. En plus, les parasites développent des résistances qui rendent les insecticides rapidement moins efficaces. Alors, avançons que le risque n'en vaut pas la chandelle !

LES HERBICIDES SONT-ILS VRAIMENT NOCIERS ?

Parmi les produits phytosanitaires toxiques, les herbicides n'ont rien à envier aux insecticides. Nombre d'entre eux (comme le célèbre Lasso) contiennent notamment du benzène, reconnu cancérigène. Et qui n'a entendu parler du fameux Round up de la firme Monsanto, le plus vendu au monde, dont le principe actif, le glyphosate, ne semble pas plus bienveillant ? Mais les autres « familles » de désherbants

ne sont pas plus inoffensives. Les carbamates sont clairement cancérigènes (tumeurs de la prostate, du sang et de la peau notamment) et augmentent les cas de maladie de Parkinson : les phénylherbicides peuvent entraîner des morts fœtales, etc. En outre, les études portent généralement sur une molécule active isolée, alors que plusieurs sont parfois combinées et qu'on leur ajoute des adjuvants, ces mélanges étant susceptibles de renforcer les effets toxiques.

« Acheter ses plantes chez un pépiniériste proche, pour avoir des végétaux adaptés au climat et à la terre »,

Penser aux associations de végétaux dont « l'union fait la force ». De la lavande à proximité des rosiers pour chasser les pucerons, des zinnias ou des gaillardets pour protéger les haricots verts, etc.

Appeler les animaux et les insectes à la rescousse. Chacun sait aujourd'hui que les cochenilles croquent les pucerons du rosier (plus d'une centaine par jour) mais, vieille comme l'agriculture, la lutte biologique contre les ravageurs ne se limite pas à cela. Punaises pour protéger tomates et aubergines des mouches blanches, petits vers nématodes contre les chenilles..., les professionnels n'utilisent pas moins d'une cinquantaine d'insectes différents contre les nuisibles. Une pratique délicate cependant.

« Si les chenilles deviennent trop nombreuses, mieux vaut installer des nichoirs à mésanges qui s'en régaleront », défend Brigitte Lapouge.

« Remettre les vieilles recettes au goût du jour. « Ce sont des préparations simples, non toxiques pour la santé humaine. Mais il faut avoir la main légère », explique Brigitte Lapouge. Par exemple, sur des tomates ou des fruitiers attaqués par le mildiou, pulvériser de la bouillie bordelaise (eau+sulfate de cuivre+chaux) trois fois par an suffit, ou encore de l'argile diluée... Contre la non toxique dans les gazons, l'herpette Jardins Violette Egon conseille de mettre du sulfate de fer vers mars-avril, de ne pastouder trop ras, ce qui favorise son apparition et celle des mauvaises herbes, ainsi que de drainer le sol. Autres vieilles remèdes : la pulvérisation d'huile de colza contre les cochenilles, la cendre de cheminée pour faire barrage aux limaces, etc.

« Il existe enfin des gammes de produits naturels (en jardinerie ou sur Internet), y compris des pièges à base de phéromones qui attirent les papillons pour éviter les vers dans les fruits.

Autre option souvent évoquée par les jardiniers bio : l'eau bouillante. Efficace pour faire disparaître les mauvaises herbes au moment où elles pointent leur nez, le désherbage thermique n'est cependant pas parfait. Pour les grandes allées, les allers-

retours avec la bouillotte sont fastidieux... et prennent quasiment autant de temps que le désherbage manuel. Il existe aussi des appareils, de plus en plus employés par les collectivités. Ils coûtent un peu cher (à partir de 150 €), mais on peut les partager entre voisins. Cependant, comme avec les désherbants chimiques, les mauvaises herbes vont revenir. L'opération doit donc être renouvelée environ une fois par mois.

C'est toujours l'idéal « c'est d'anticiper, au moment où l'on conçoit le jardin, conseille Violette Egon. À l'emplacement de la terrasse et des allées, on posera d'abord un géotextile sous les dalles ou les graviers, ainsi que des bordures sur les côtés. Les plantes existantes ne pourront plus pousser et les plantes spontanées qui arriveront portées par le vent seront beaucoup moins envahissantes ».

« Ultime solution : abandonner la partie et autoriser la végétation entre les dalles. « On peut ensencer carrément avec des couvre-sols, comme le sedum, les oeillets nains, les achillées, etc., suggère Violette Egon. C'est assez chouette ! »

Jardiner sans produits chimiques, c'est possible

Pour avoir un beau jardin naturel et en bonne santé, sans aucun produit chimique, il suffit d'un peu de bon sens et de quelques conseils.

« Acheter ses plantes chez un pépiniériste proche, pour avoir des végétaux adaptés au climat et à la terre »,

Penser aux associations de végétaux dont « l'union fait la force ». De la lavande à proximité des rosiers pour chasser les pucerons, des zinnias ou des gaillardets pour protéger les haricots verts, etc.

Appeler les animaux et les insectes à la rescousse. Chacun sait aujourd'hui que les cochenilles croquent les pucerons du rosier (plus d'une centaine par jour) mais, vieille comme l'agriculture, la lutte biologique contre les ravageurs ne se limite pas à cela. Punaises pour protéger tomates et aubergines des mouches blanches, petits vers nématodes contre les chenilles..., les professionnels n'utilisent pas moins d'une cinquantaine d'insectes différents contre les nuisibles. Une pratique délicate cependant.

« Si les chenilles deviennent trop nombreuses, mieux vaut installer des nichoirs à mésanges qui s'en régaleront », défend Brigitte Lapouge.

« Remettre les vieilles recettes au goût du jour. « Ce sont des préparations simples, non toxiques pour la santé humaine. Mais il faut avoir la main légère », explique Brigitte Lapouge. Par exemple, sur des tomates ou des fruitiers attaqués par le mildiou, pulvériser de la bouillie bordelaise (eau+sulfate de cuivre+chaux) trois fois par an suffit, ou encore de l'argile diluée... Contre la non toxique dans les gazons, l'herpette Jardins Violette Egon conseille de mettre du sulfate de fer vers mars-avril, de ne pastouder trop ras, ce qui favorise son apparition et celle des mauvaises herbes, ainsi que de drainer le sol. Autres vieilles remèdes : la pulvérisation d'huile de colza contre les cochenilles, la cendre de cheminée pour faire barrage aux limaces, etc.

« Il existe enfin des gammes de produits naturels (en jardinerie ou sur Internet), y compris des pièges à base de phéromones qui attirent les papillons pour éviter les vers dans les fruits.

Quelles alternatives aux pesticides ?

Les pesticides sont largement répandus dans notre environnement et leurs effets sur notre santé questionnent. À l'occasion de la 1^{re} Semaine des alternatives aux pesticides, Génération Futures organise des événements dans toute la France pour réfléchir aux impacts et aux solutions.

Peut-on se passer des pesticides ? La 1^{re} Semaine des alternatives aux pesticides organisée du 20 au 30 mars 2019 par l'association Génération Futures donne l'occasion de s'interroger sur les risques liés aux épandages de produits phytosanitaires sur les cultures agricoles. Dans une brochure intitulée "Pesticides et santé, tous concernés", l'association rappelle que les preuves d'une utilisation des pesticides à long terme augmentent les risques de maladies neurodégénératives (celles que la maladie d'Alzheimer ou de Parkinson), de cancers, de malformations congénitales ou de troubles neurocomportementaux, émergent dans les conclusions de nombreuses études scientifiques. De même, selon l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), il y aurait chaque année dans le monde un million d'empoisonnements graves dus aux pesticides et environ 220 000 décès rappelle Génération Futures.

Épandages agricoles, jardinage et insecticides

Mais comment les pesticides s'invitent-ils dans nos quotidiens ? Les professionnels de l'agriculture sont bien évidemment les premiers touchés, tout comme les personnes habitant à proximité des champs. L'intoxication domestique passe également par l'utilisation de ces produits pour le jardinage, par la consommation d'aliments et de boissons issus de l'agriculture traditionnelle et par l'utilisation domestique de pesticides particuliers, de insecticides (répulsifs à insectes, anti-moustiques, anti-poux, anti-puces...). Les pesticides pénètrent dans notre organisme par voie cutanée, par ingestion ou encore par inhalation et peuvent avoir des effets directs immédiats (intoxication aigüe) et/ou pouvant se ressentir ou se manifester sur le long terme (effets chroniques) développe Génération Futures.

CHANGEMENTS HABITUDES

Pour limiter notre exposition, il est possible d'adopter de nouvelles habitudes et des gestes simples, selon l'association. Il s'agit par exemple de peler systématiquement les fruits et légumes issus de l'agriculture traditionnelle ou d'opter pour les produits de l'agriculture biologique, qui garantissent un moindre recours aux produits phytosanitaires. Au quotidien, vous pouvez également troquer les insecticides contre des huiles essentielles (huile essentielle de géranium contre les moustiques, huiles essentielles de lavande contre les puces et les araignées...), ou encore acheter des produits naturels de jardinage.

LES ABEILLES VICTIMES DES INSECTICIDES AGRICOLES NÉONICOTINOÏDES

Les abeilles en contact avec des insecticides agricoles néonicotinoïdes subissent une nette réduction de leur taux de reproduction et une forte augmentation de leur mortalité.

Les pesticides néonicotinoïdes nuisent aux abeilles et aux abeilles sauvages, selon les résultats d'une étude publiée dans la revue Science. Ces conclusions ont été obtenues sur le terrain dans trois pays d'Europe.

Les chercheurs du Centre d'écologie et d'hydrologie (CEH) ont évalué les impacts des pesticides agricoles néonicotinoïdes sur les abeilles et les abeilles sauvages à travers l'Europe. L'expérience, réalisée au Royaume-Uni, en Allemagne et en Hongrie, a exposé trois espèces d'abeilles aux cultures de colza hivernales traitées avec des revêtements de semences contenant de la clothianidine néonicotinoïde, de Bayer CropScience ou du thiaméthoxame de Syngenta. Les revêtements de graines de néonicotinoïdes sont conçus pour tuer les ravageurs tels que le coléoptère.

Les chercheurs ont constaté que l'exposition aux cultures traitées réduisait le taux de survie en hiver des abeilles domestiques, dans deux des trois pays. En Hongrie, le nombre de colonies a diminué de 24% au printemps suivant. Au Royaume-Uni, le taux de survie a été généralement faible et au plus bas dans les ruches où les abeilles avaient été en contact avec du colza traité avec de la clothianidine.

En revanche, en Allemagne où les ruches étaient plus grandes, les chercheurs ont observé peu de signes de maladies et moins d'effets néfastes sur les colonies d'abeilles.

«Les néonicotinoïdes étudiés



ont causé une capacité réduite pour les trois espèces d'abeilles à établir de nouvelles populations l'année suivante, au moins au Royaume-Uni et en Hongrie", a expliqué le Dr Ben Woodcock qui suggère "que les impacts divergents sur les abeilles domestiques entre les pays peuvent être

associés à des facteurs interactifs, y compris la disponibilité de ressources florales alternatives pour que les abeilles se nourrissent, les abeilles hongroises et britanniques étant plus malades.

Après lecture de ces conclu-

sions, "on ne peut plus continuer à affirmer que les néonicotinoïdes dans l'agriculture ne sont pas nuisibles aux abeilles", a déclaré David Goulson, professeur de biologie à l'université britannique de Sussex au Royaume-Uni qui n'a pas participé aux recherches.

Les pesticides tueurs d'abeilles interdits, avec des dérogations

L'Assemblée a décidé d'interdire l'utilisation des néonicotinoïdes d'ici 2018. Ces pesticides nuisibles aux abeilles, à l'environnement et à la santé pourront néanmoins bénéficier d'un sursis jusqu'en 2020 en cas de dérogation. La chasse aux néonicotinoïdes est ouverte. L'autorisation d'utilisation de ces pesticides nuisibles aux abeilles, à l'environnement et à la santé est débattue à l'Assemblée nationale depuis le mois de mars 2016. C'est lors de la troisième lecture du texte, dans la nuit du mercredi 22 au jeudi 23 juin 2016, que les députés ont finalement voté pour une interdiction des néonicotinoïdes à partir du 1^{er} septembre 2018 sur l'ensemble des cultures. Le texte prévoit néanmoins des dérogations qui pourront être accordées jusqu'au 1^{er} juillet 2020 "par un arrêté conjoint des ministres chargés de la culture, de l'environnement et de la santé" en fonction des résultats d'un

comparatif des bénéfices et des risques des néonicotinoïdes et des produits de substitution. Cette mesure résulte d'un bras de fer entre l'Assemblée nationale et le Sénat. Alors que ce dernier souhaitait une diminution progressive de l'utilisation de ces pesticides sans date limite, l'Assemblée prônait initialement une interdiction totale, sans dérogation, pour le 1^{er} septembre 2017. Les associations de défense de l'environnement ont exprimé leur mécontentement face à cette décision finale. L'association Génération Futures dénonce ainsi "un vrai recul face aux pressions de la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles (FNSEA) et des lobbies agrochimiques". De son côté, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme a annoncé dans un communiqué "l'engagement" qu'à cette interdiction soit additionnée, jusque 2020, une

possibilité de dérogation décidée sur arrêté ministériel alors même que les alternatives existent et que 2 années sont suffisantes pour faire sortir ces produits des fermes. D'autant que ces pesticides, à la grande rémanence, disparaîtront réellement des sols et des eaux seulement deux ans après leur interdiction". En janvier 2016, l'Agence française de sécurité alimentaire et sanitaire (Anses) alertait sur les risques liés aux néonicotinoïdes et demandait au gouvernement français de les interdire au plus vite. En déclinant les abeilles et les autres insectes pollinisateurs, ces substances nuisent à l'environnement et compromettent l'avenir de cultures agricoles dépendantes de la pollinisation. Ainsi, si les abeilles disparaissent, la mortalité humaine mondiale augmenterait de 3% selon une étude de l'université d'Harvard.

DJIBOUTI - AFRIQUE: Djibouti abritera la 75^e session du Comité exécutif de l'Union parlementaire africaine

La 75^{ème} session du Comité exécutif de l'Union parlementaire africaine aura lieu à Djibouti du 24 au 29 novembre prochain, ont rapporté lundi des médias locaux.

Le choix de Djibouti pour abriter les travaux de cette session a été officialisé dimanche par la signature d'un protocole d'accord entre le président du Parlement djiboutien, Mohamed Ali Houmed, et le Secrétaire général de l'Union parlementaire africaine (UPA), Idi Gado Boubacar, ont ajouté les mêmes sources.

Actuellement en visite de travail à la tête d'une forte délégation de l'UPA, le Secrétaire général Idi Gado Boubacar a salué à l'occasion les engagements pris par Djibouti quant à la réussite de cet événement, précisant que le pays abritera aussi la 42^{ème} Conférence de l'UPA.

La précédente session du comité exécutif de l'UPA s'est tenue en juin 2019 à Bangui, en Centrafrique. L'Union parlementaire africaine est une organisation continentale qui milite pour la promotion de la paix, de la sécurité, de l'instauration effective de la démocratie et des droits de l'Homme dans les pays africains.

Elle a été créée en 1976 et regroupe en son sein 41 membres.

NIGÉRIA: 10 marins turcs enlevés par des hommes armés



Dix membres de l'équipage d'un navire cargo battant pavillon turc ont été enlevés, lundi soir, par des hommes armés au large du Nigeria, a rapporté mardi l'agence de presse turque Anadolu. «Il y avait 18 marins à bord du navire du Paksoy-I au moment de l'attaque», a précisé aux médias un responsable de l'entreprise «Kadioglu Denizcilik» qui gère le navire, confirmant l'information de l'enlèvement.

«Les marins turcs ont été enlevés par des assaillants armés», a précisé l'agence Anadolu.

«Le cargo naviguait à vide entre Douala (Cameroun) et Abidjan lorsqu'il a été attaqué par des pirates au large du Nigeria».

Personne n'a été blessé lors de l'enlèvement, selon un communiqué de Kadioglu Denizcilik, cité par le site d'informations en ligne Haberturk. Le porte-parole du parti AKP au pouvoir en Turquie, Amer Celik, a pour sa part affirmé lors d'une conférence de presse télévisée qu'un navire turc avait été «saisi au large du Nigeria, avec des membres d'équipage turcs à son bord».

Il a ajouté que les autorités turques suivaient de près le dossier, sans fournir davantage de détails. Les enlèvements pour rançon sont fréquents au large du Nigeria, quoiqu'en diminution. Le premier producteur de pétrole d'Afrique a fait état de 14 attaques de piraterie au premier trimestre de cette année, contre 22 pour la même période l'an dernier.

Le Bureau maritime international (BMI) attribue cette baisse à la mobilisation d'un plus grand nombre de navires militaires contre les pirates.

CENTRAFRIQUE: Au moins 5 morts dans des combats entre groupes armés

Au moins cinq personnes ont été tuées dans un accrochage entre éléments de groupes armés près de Birao, dans l'extrême nord-est de la Centrafrique, ont indiqué hier des sources concordantes.

Des éléments du Mouvement des libérateurs centrafricains pour la justice (MLCJ) ont tenté dimanche d'acheminer des caisses de munitions de chasse en provenance du Soudan, selon des sources humanitaires.

Ils ont été arrêtés par des combattants du Front populaire pour la renaissance de Centrafrique (FPRC) dans le village d'Amdafock, à 60km au nord de Birao.

«Nous avons interdit la circulation des armes et des munitions dans notre zone», a déclaré Abdoulaye Hissène, chef militaire du FPRC.

Les éléments du MLCJ «voulait traverser avec des cartons de munitions et ont été bloqués par nos agents. Du coup, ils sont partis se regrouper et sont venus nous attaquer sur des motos». Une version contredite par Ali Abdaramane, chef d'état-major du MLCJ: «Les éléments du FPRC ont tenté de dépouiller nos hommes alors qu'ils se rendaient au marché d'Amdafock», a-t-il affirmé.

Le bilan provisoire s'élève à 5 morts, dont 4 dans les rangs du FPRC, selon des sources humanitaires. «Le FPRC tient toujours cinq de nos hommes en otage. S'ils ne sont pas



libérés, nous répondrons. Il y aura des représailles», a menacé Ali Abdaramane.

Malgré la signature d'un accord de paix de Khartoum, le 6 février, la situation sécuritaire reste particulièrement fragile dans le pays. Cet accord, signé par 14 groupes armés, prévoit notamment le désarmement des groupes qui mettent en coupe réglée les territoires en province. Selon l'ONU, entre 50 et

70 violations de l'accord de paix sont rapportées chaque semaine.

Le 22 mai, au moins trente civils ont été tués par des éléments appartenant au groupe 3R, dans la région de Paoua, dans le nord du pays.

Riche en ressources naturelles, la Centrafrique est déchirée par la guerre, qui a forcé près d'un quart de ses 4,5 millions d'habitants à fuir leur domicile.

CAMEROUN: Les municipales reportées une 2^e fois

Le président camerounais Paul Biya a décidé un deuxième report à 2020 des élections municipales initialement prévues en 2018, a annoncé un décret lu lundi à la radio d'Etat. «Le mandat des conseillers municipaux élus lors du scrutin du 30 septembre 2013 est prorogé jusqu'au 29 février 2020», a déclaré M. Biya. Cette prorogation est synonyme de report des municipales.

Prévues en 2018, celles-ci avaient déjà été repoussées à 2019, M. Biya ayant pris en juillet 2018 un autre décret allongeant d'un an le mandat des conseillers municipaux.

Les législatives prévues la même année avaient été également reportées à 2019, mais elles devraient être ajournées une nouvelle fois, Yaoundé souhaitant coupler leur organisation à celle des municipales pour réduire les coûts de ces

scrutins, selon des parlementaires, cités par l'AFP. Le Cameroun est confronté à des crises sécuritaires dans le nord du pays, ainsi que dans les régions anglophones du Nord-ouest et du Sud-ouest. Dans le Nord, le groupe terroriste nigérian Boko Haram mène régulièrement des attaques armées, et les régions anglophones sont secouées par de violentes revendications indépendantistes. De plus, le pays connaît un contexte politique tendu: le président du Mouvement pour la renaissance du Cameroun (MRC), l'opposant Maurice Kamto, et une centaine de militants de son parti, arrêtés en janvier, sont toujours emprisonnés. Yaoundé fait aussi face à des tensions de trésorerie du fait de la mobilisation d'importantes ressources pour financer le déploiement de l'armée dans les zones en crise.

BURKINA FASO: 11 personnes en garde à vue à l'Unité antidrogue de Ouagadougou décèdent en une nuit

Onze personnes détenues en garde à vue sont décédées dans la nuit de dimanche à lundi dans les locaux de l'Unité antidrogue de Ouagadougou, a annoncé la procureure du Burkina Faso, Maïza Sérémé.

«Le procureur du Burkina Faso près le tribunal de grande instance de Ouagadougou a été informé, ce jour 15

juillet 2019, par la directrice de la police judiciaire de la police nationale de ce que onze personnes gardées à vue à l'Unité antidrogue (UAD) pour des infractions relatives à la législation des stupéfiants sont décédées dans la nuit du 14 au 15 juillet 2019», a écrit Mme Sérémé dans un communiqué.

Une «enquête a été ouverte», a indi-

qué la procureure qui s'est rendue sur les lieux accompagnée de ses substituts et de membres des services techniques. «Des médecins légistes ont été requis» pour procéder à des examens et aux autopsies nécessaires pour déterminer les raisons des décès qui sont encore inconnues, a-t-elle souligné.

ZIMBABWE: Libération sous caution d'un député de l'opposition

Un député de l'opposition zimbabwéenne, en détention provisoire pour avoir suggéré que son parti pourrait déloger le chef de l'Etat Emmerson Mnangagwa avant la présidentielle de 2023, a été libéré sous caution lundi, selon ses avocats.

«L'honorable (Job) Sikhala a été libéré en échange d'une caution de 5.000 dollars zimbabwéens», a déclaré à l'AFP Kumbirai Mafunda, porte-parole de l'association des Avocats du Zimbabwe pour les droits de l'homme (ZLHR). «La

justice a aussi ordonné qu'il rende son passeport (...). Il doit se présenter à une nouvelle audience le 24 juillet», a-t-il ajouté. Job Sikhala, vice-président du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), le principal parti d'opposition, avait été arrêté le 9 juillet. Il est accusé d'avoir lancé début juillet, lors d'une réunion politique: «Nous allons le (Emmerson Mnangagwa) renverser avant 2023, ce n'est pas une plaisanterie». Enlgué dans une grave crise économique depuis le début des années

2000, le Zimbabwe est dirigé depuis fin 2017 par Emmerson Mnangagwa, qui a succédé à l'autoritaire Robert Mugabe à la suite d'un coup de force de l'armée. Malgré ses promesses d'ouverture, le nouveau régime reste accusé de réprimer les voix dissonantes.

En janvier, les forces de sécurité avaient tué au moins 17 personnes lors de la répression de manifestations contre une forte hausse des prix du carburant.

SYRIE: Les combats s'intensifient à Idlib aggravant la situation humanitaire

Les combats se sont intensifiés dans la régions d'Idlib entre forces gouvernementales et groupes terroristes faisant craindre une dégradation de la situation humanitaire dans cette région du nord-ouest de la Syrie.

Au cours des dernières semaines, les régions d'Idlib et de Hama ont enregistré les plus violents combats depuis un accord conclu en septembre 2018 entre la Russie, qui appuie les forces gouvernementales syriennes dans le combat contre les groupes terroristes et la Turquie.

Les affrontements entre les forces syriennes et le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTS) ont fait au moins 120 morts depuis mercredi 10 juillet.

Dans la région d'Idlib, des frappes aériennes contre des groupes armés ont fait plus de 120 morts depuis mercredi, selon l'Observatoire syrien des droits de l'Homme, qui a parlé de «13 civils tués» dans les combats.

En outre, plus de 120 terroristes ont péri dans des affrontements entre les troupes syriennes et le groupe terroriste Hayat Tahrir al-Cham (HTS), dominé par l'ex-branche d'Al-Qaïda en Syrie.

Les combats se sont déroulés également tout près de la localité de Hamamiyat dans la province de Hama, où les groupes armés ont lancé une attaque contre cette localité.

Dans la foulée, le gouvernement syrien en a repris le contrôle grâce à une grande implication des armées russe et syrienne», a expliqué Wassim Nasr, spécialiste des réseaux terroristes. Il faut rappeler que les pays garants du processus d'«Astana» sur la Syrie, à savoir la Turquie, la Russie et l'Iran ont proclamé la «zone de désescalade à Idlib», lors de la réunion à Astana, sur la Syrie, du 4 au 5 mai 2017.

La décision a été suivie par le consensus de Sochi, le 17 septembre 2018.

L'ONU redoute une catastrophe humanitaire à Idlib

Depuis fin avril, plus de 580 civils sont morts dans des bombardements et 45 en raison de tirs terroristes, selon l'OSDH. «La zone d'action est toujours très réduite. Ce sont des combats très limités.

Mais les civils paient le prix fort à Idlib à cause des combats, explique Wassim Nasr, expert.

Au cours des dernières semaines, la région d'Idlib a enregistré les plus violents combats depuis l'accord conclu en septembre 2018 entre la Russie et l'alliée de la Syrie et la Turquie, sur une «zone de désescalade» à Idlib, qui abrite trois millions de civils, d'après l'ONU qui redoute une catastrophe humanitaire.

Déclenchée en 2011, la crise en Syrie, qui s'est militarisée avec le temps, impliquant des forces étrangères et des groupes terroristes, a déjà tué plus de 370 000 personnes.

Selon l'ONU, au moins 25 structures médicales et 45 écoles ont été endommagées par des bombardements depuis fin avril dans le sud de la province d'Idlib et le nord de celle voisine de Hama.

La province d'Idlib est en grande partie aux mains du groupe terroriste



Hayat Tahrir al-Cham (HTS, l'ex-branche syrienne d'Al-Qaïda) qui contrôle aussi avec d'autres groupes armés des secteurs dans les provinces voisines d'Alep, de Hama et de Lattaquié.

Les forces syriennes combattent dans le dernier carré à Idlib

Les forces du gouvernement syrien se sont lancées, depuis le 6 mai, dans l'opération baptisée «Idlib Dawn» pour récupérer la dernière province qui échappe encore au contrôle du gouvernement à l'ouest de la Syrie avec l'appui de l'aviation russe.

La Russie explique, de son côté, que les forces gouvernementales syriennes sont passées à l'attaque, car Hayat Tahrir al-Cham (HTC), le groupe terroriste dominant dans l'enclave, massaient des forces dans la plaine d'al-Ghab, au nord-ouest de la province de Hama.

En outre, la base aérienne de Hmeymin, principale installation russe en Syrie, est régulièrement bombardée par les terroristes, ou même par des drones armés, depuis cette partie de l'enclave.

Autre explication, selon des analystes du conflit syrien, le gouvernement chercherait à s'emparer du reste de l'autoroute M4 qui relie Lattaquié à Alep, dont une partie passe par l'enclave, de même que l'autoroute M5 qui relie Damas à Alep, pour pouvoir rouvrir un corridor entre la Jordanie et la Turquie, et donc s'assurer notamment un approvisionnement en carburant.

Car en raison des sanctions renforcées contre l'Iran, la Syrie connaît une sévère pénurie.

En parallèle, «Hayat Tahrir al-Cham» et d'autres groupes terroristes affiliés à al-Qaïda comme Ansar al-Tawhid, ont accéléré le rythme de leurs raids, des opérations ciblées d'infiltration ou de raids sur de petites positions du gouvernement, sur ou derrière la ligne de front.

Toujours selon les analystes, Ankara, autre partie garante du processus d'Astana sur la Syrie, avec la Russie et l'Iran, veut «récupérer» le secteur de Tal Rifaat, encore occupé

par l'YPG kurde. La Turquie veut obtenir une «zone-tampon» de quelques dizaines de kilomètres à l'intérieur du territoire tenu par les Forces démocratiques syriennes (FDS) au nord-est de la Syrie.

Éradiquer le terrorisme et préserver l'intégrité territoriale de la Syrie

Le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, l'un des soutiens de Damas, a réaffirmé l'importance d'éradiquer le terrorisme en Syrie et de préserver l'intégrité territoriale de ce pays.

S'exprimant lors d'une récente conférence de presse tenue à Moscou conjointement avec le Secrétaire général de l'Organisation de la Coopération islamique, Youssef Al-Othaimeen, le chef de la diplomatie russe a réaffirmé la «nécessité d'éradiquer le terrorisme à Idlib».

Réagissant, de son côté, à la persistance de la crise en Syrie et notamment la détérioration de la situation sécuritaire au Nord du pays, une source autorisée au Ministère des Affaires Étrangères a renouvelé la solidarité de l'Algérie avec le gouvernement et le peuple syriens, louant au passage les efforts déployés et les sacrifices consentis pour le retour de la paix et de la sécurité et le rétablissement de la souveraineté de ce pays frère et de son peuple sur l'ensemble du territoire syrien.

L'Algérie a en outre déploré l'intervention militaire étrangère dans la région d'Idlib, estimant que cette intervention, outre le fait qu'elle attente au principe de bon voisinage et au respect de la souveraineté des Etats, est de nature à faire durer la crise dont pâtit depuis des années ce pays et à compromettre les chances d'un règlement par le dialogue politique de la crise en Syrie.

Dans cette optique, l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Geir Pedersen, était arrivé mardi dernier à Damas dans l'espoir de parvenir à former un Comité constitutionnel afin de relancer le processus de paix, actuellement dans l'impasse après plus de huit ans de crise dans ce pays.

ment yéménite et les Houthis. L'accord conclu dans la capitale suédoise prévoit un redéploiement mutuel des forces à l'extérieur des ports et de la ville d'Hodeïda, ainsi que l'établissement d'un cessez-le-feu sur l'ensemble du gouvernorat.

Afin d'aider les parties yéménites à s'acquitter des engagements qu'elles ont pris dans le cadre de cet accord, la Minuadh continuera pendant les six prochains mois de diriger le Comité de coordination du redéploiement.

NUCLÉAIRE: L'Iran va «certainement continuer» à réduire ses engagements

L'Iran va «certainement continuer» à réduire les engagements qu'il a pris en vertu de l'accord international sur son programme nucléaire conclu en 2015, a averti hier le guide suprême iranien, Ali Khamenei.

«Nous avons tout juste commencé à réduire nos engagements et ce processus va certainement continuer», a déclaré l'ayatollah Khamenei, en accusant les Européens de n'avoir respecté «aucun» des leurs, selon des extraits d'un discours diffusés par la télévision d'Etat iranienne.

En riposte à la décision américaine de sortir unilatéralement en mai 2018 de l'accord sur le nucléaire iranien conclu à Vienne le 14 juillet 2015, l'Iran a commencé à s'affranchir progressivement depuis mai de certains de ses engagements pour forcer ses partenaires à agir pour sauver ce pacte.

Conclu entre Téhéran et le Groupe des Six (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie et Allemagne) après des années d'efforts, l'accord prévoit une limitation du programme nucléaire iranien en échange de la levée des sanctions internationales contre l'Iran.

Mais le rétablissement des sanctions extraterritoriales américaines contre Téhéran après le désengagement de Washington menace l'accord en privant l'Iran des retombées économiques qu'il en attendait.

L'Iran demande depuis des mois aux Etats encore parties à l'accord, et en particulier aux trois pays européens, de l'aider à contourner les sanctions, en particulier pour avoir la possibilité de vendre son pétrole et de sortir son système financier de l'isolement auquel l'astreignent les sanctions américaines.

Mais ceux-ci se sont avérés jusqu'à présent incapables de répondre aux demandes iraniennes, et Téhéran les accuse de n'avoir aucune volonté de tenir leurs promesses.

«Sur les points qui nous opposent aux Européens, la raison pour laquelle les problèmes ne sont pas résolus est leur arrogance», a encore déclaré M. Khamenei.

Le guide iranien est par ailleurs revenu sur l'affaire du pétrolier Grace One arraisonné le quatre juillet par les autorités britanniques au large de Gibraltar.

«La cruelle Grande-Bretagne mène des actions de piraterie et vole notre navire en donnant à ce vol les apparences de la légalité», a déclaré l'ayatollah Khamenei. Mais l'Iran «ne laissera pas cette malveillance sans réponse. Nous y répondrons au moment et à l'endroit opportuns», a-t-il ajouté sans plus de précision. Les autorités britanniques de Gibraltar affirment que le navire a été saisi à la suite de soupçons selon lesquels il faisait route vers la Syrie pour livrer sa cargaison en violation des sanctions de l'Union européenne visant ce pays.

CORÉE DU NORD - UE: L'UE proroge ses sanctions contre la Corée du Nord

L'Union européenne (UE) a décidé de proroger ses sanctions à l'encontre des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives visant la République populaire démocratique de Corée (RPDC) en raison de ses programmes nucléaire et balistique, a annoncé lundi le Conseil de l'UE.

«L'UE a réexaminé sa liste autonome des personnes et entités faisant l'objet de mesures restrictives (...) et a confirmé les sanctions en vigueur», a indiqué le Conseil dans un communiqué.

Ces sanctions consistent en une interdiction de pénétrer sur le territoire de l'UE et en un gel des avoirs à l'encontre des personnes et entités, a précisé la même source, notant que les personnes et entités, qui figurent sur la liste de l'Union européenne, font l'objet de sanctions parce qu'elles contribuent aux programmes de la RPDC en rapport avec les armes nucléaires, les missiles balistiques ou d'autres armes de destruction massive ou parce qu'elles contournent les sanctions.

Selon le Conseil de l'UE, le nombre total de personnes inscrites par l'UE sur sa liste autonome s'élève à 57. L'Union européenne a, en outre, gelé les avoirs de 9 entités dans le cadre de son propre régime de sanctions. Elle a également transposé toutes les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité des Nations unies, qui imposent des sanctions à 80 personnes et à 75 entités inscrites actuellement sur la liste de l'ONU. «Les sanctions de l'UE à l'encontre de la RPDC sont les plus rigoureuses prises contre n'importe quel pays.

APS

YÉMEN: Le Conseil de sécurité proroge de six mois la Mission de l'ONU pour Hodeïda

Le Conseil de sécurité des Nations unies a décidé de proroger jusqu'au 15 janvier 2020 le mandat de la Mission des Nations unies en appui à l'Accord sur Hodeïda (Minuadh).

Créée par le Conseil de sécurité en janvier dernier pour une période initiale de six mois, la Minuadh est chargée de faciliter l'application de l'accord sur la ville et les ports d'Hodeïda, de Salif et de Ras Issa comme le prévoit l'Accord de Stockholm conclu le 13 décembre dernier entre le gouverne-

LE SG DU HCA, SI EL HACHEMI ASSAD : «Les aspects de la résistance des femmes dans l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord», thème d'un séminaire fin septembre à Tébessa

Les aspects de la résistance des femmes dans l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord, à travers les différentes périodes, feront l'objet d'un séminaire international qui se tiendra à Tébessa du 28 au 30 septembre prochain, a révélé lundi le secrétaire général du Haut-commissariat à l'amazighité (HCA), Si El Hachemi Assad.



«Le séminaire sera organisé pour mettre l'accent sur les aspects de la résistance des femmes en Afrique du Nord dans divers domaines», a affirmé le même responsable lors d'une réunion tenue au siège de la wilaya en vue de l'installation des comités scientifiques et d'organisation de cette rencontre.

M. Assad a également ajouté que ce séminaire vise à instaurer une vision algérienne de l'histoire du Maghreb pour le préserver, l'internationaliser et le transmettre aux générations futures, et ce, en plus d'une reconnaissance des actes héroïques des femmes accomplis à travers différentes périodes dans la région de l'Afrique du Nord.

Le secrétaire général du HCA a souligné, par ailleurs, que l'organisation de ce séminaire international s'inscrit dans le cadre de la politique de travail du Haut-Commissariat à l'amazighité, à travers l'organisation de rencontres dédiées à des personnalités historiques telles que Masinissa, Jugurtha et Syphax, estimant que «l'histoire est

une référence fondamentale pour étudier le présent et se tourner vers l'avenir».

Le séminaire international de septembre prochain, supervisé par le HCA en coordination notamment avec le ministère de la Culture, ainsi que le mouvement associatif, comprendra des conférences présentées par des chercheurs, des spécialistes de l'histoire ancienne de l'Afrique du Nord, en plus de professeurs et de doctorants, de l'intérieur et de l'extérieur du pays. Des excursions touristiques aux sites archéologiques et historiques de la wilaya de Tébessa, notamment le chef-lieu et la commune de Bir El Ater, au profit des participants au séminaire seront également au menu de cet événement international.

De son côté, Dr. Amel Soltani, présidente du comité scientifique du séminaire, directrice du Musée Cirta de Constantine et spécialiste de l'histoire ancienne, a indiqué que les interventions des participants constitueront des «références scientifiques qui appor- teront un com- plément scientifique et des recherches historiques sur la contribution des femmes dans divers domaines, social, politique, culturel, ou encore celui de la guerre», en plus de son rôle efficace dans la vie quotidienne.

Cette même responsable a ajouté que les interventions des participants, de l'intérieur et de l'extérieur du pays, seront sélectionnées sur la base des informations renfermées, faisant état de «l'importance de la précision, la recherche et de la véracité des données historiques avant leur exploitation».

En réponse à une question de l'APS sur les participants étrangers, Si El Hachemi Assad a précisé que plusieurs experts et professeurs de centres de recherche internationaux et de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) seront présents à cette rencontre et présideront des ateliers et des débats, en plus de chercheurs venant des Etats-Unis, de Grèce, d'Italie, du Maroc, de Tunisie et de France.

CONSTANTINE : Les lauréats du concours Cheikh Abdelhamid Benbadis récompensés

Les lauréats du concours pluridisciplinaire «Cheikh Abdelhamid Benbadis» de l'année 2018 ont été récompensés lors d'une cérémonie organisée lundi au siège de la wilaya de Constantine.

Le président du comité d'évaluation des travaux, Rabah Doub, a rappelé à cette occasion que ce concours vise à promouvoir les meilleures œuvres, mettant en relief les dimensions intellectuelles, culturelles de la wilaya de Constantine, précisant que les deux premiers prix de cette 11ème édition sont un chèque de 150.000 et 100.000 dinars.

Il a ainsi fait savoir que trois thématiques ont été retenues pour cette édition, à savoir la littérature (poésie, le récit, roman ou pièce de théâtre), l'urbanisme constantinois et l'œuvre de l'imam Abdelhamid Benbadis. Il est à noter que seules les œuvres inédites peuvent prétendre au prix cheikh Benbadis. Les travaux des lauréats seront gardés dans le bureau de l'APW et seront mis à la disposition des gens de culture et des étudiants pour consultation.



APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de la culture

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio visuel
ISMAS

L'institut supérieur des métiers des arts du spectacle et de l'audio visuel organise le 23 et 24 et 25 Septembre 2019, un concours de Master dans l'une des spécialités citées ci-dessous.

Arts du spectacle

- ✓ Mise en Scène (23 Septembre 2019)
- ✓ Direction de la photographie (24 Septembre 2019)
- ✓ Critique Théâtrale (25 Septembre 2019)

Condition d'admission :

- **Mise en Scène** : être titulaire d'une licence LMD ou licence du système classique ou Un diplôme étranger reconnu équivalent dans les filières citées ci-après :
- Diplôme d'études supérieures des arts dramatiques spécialité mise en scène ; Actorat ; scénographie ; Critique théâtrale.

- Licence en Art du Spectacle spécialité Art de l'acteur ; Critique théâtrale

- licence arts spécialité arts de spectacle

- Licence langues et littératures arabes, spécialités : études littéraires - études critiques.

- **Direction de la photographie** : être titulaire d'une licence LMD ou licence du

Système classique ou un diplôme étranger reconnu équivalent dans les filières citées ci après :

- Licence Art spécialité arts visuels

- Licence en Prise de Vue

- **Critique Théâtrale** : être titulaire d'une licence LMD ou licence du système classique ou

Un diplôme étranger reconnu équivalent dans les filières citées ci-après :

- Diplôme d'étude supérieure des arts dramatiques Spécialité critique et art de l'acteur

- Licence en art du spectacle spécialité Art de l'acteur et Critique théâtrale

- Diplôme des études supérieures artistiques des Beaux-arts

- Diplôme des études supérieures en musique

- Licence en musique

- Licence arts, spécialité arts de spectacle

- Licence langues et cultures amazighes, spécialité langue et littérature

- Licence langue et littératures arabes, spécialités : études littéraires - études critiques

- Licence lettres et langues étrangères, spécialité langue française

- Licence Sciences Humaines et Sociales, Spécialité Sciences Sociales option Sociologie ;

- Licence Sociologie, spécialités-Sociologie Culturelle- Sociologie Educative et Culturelle ;

Le dossier de candidature comprend :

- Une demande manuscrite précisant la filière et l'option choisie.
- Une copie du baccalauréat ou d'un titre étranger reconnu équivalent,
- Une copie du diplôme ouvrant droit à une inscription au master,
- Les différents relevés de notes du cursus universitaire suivi,
- Le document descriptif annexé au diplôme (pour les diplômés du système LMD)
- Une attestation faisant état de la situation disciplinaire du candidat, délivrée par son établissement d'origine

Régime des études : demi-pension ou internat

Les dossiers d'inscription au concours doivent être déposés ou envoyés par voie postale à l'adresse : 2, rue larbi tebbesi, bek -Alger-

Le dernier délai de dépôt de dossiers est fixé au 05septembre 2019

Tél : 023800231 / 023800232

Email: direction@ismas-dz.org

DK NEWS

Anep : 1916016071 du 17/07/2019

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIPAZA
DAIRA DE GOURAYA
COMMUNE DE GOURAYA

AVIS D'ADJUDICATION AUX ENCHERES PUBLIQUES N°02

Il est porté à la connaissance du public qu'il sera procédé au siège de la commune de Gouraya le 30/07/2019 à 10 heures du matin à l'adjudication aux enchères publiques et avec soumissions cachetées au plus offrant conformément au tableau ci-dessous :

Désignation	Adresse	Mise à prix	Durée
- location d'un espace pour l'organisation d'une foire commerciale et économique (tente géante)	Commune de Gouraya	1.200.000,00 D.A	du 18/08/2019 au 01/09/2019
- location d'un espace pour l'organisation d'un parc d'attraction foraine		150.000,00 DA	

Constitution du dossier :

- Demande de participation légalisée
- Extrait de naissance
- Copie du registre de commerce dans le domaine
- Certificat de Résidence avec adresse exacte
- Extrait de rôle (Moins de trois (03) mois)
- Caution de participation égale le montant de la mise à prix en espèce ou un chèque de banque certifié
- Casier judiciaire N°03 (Moins de trois (03) mois)
- Déclaration de non endettement envers les communes
- Quitance de paiement des droits de retrait des cahiers des charges .
- Les soumissionnaires étrangers à la commune devront produire un certificat de moralité et de Solvabilité délivré par le Président de l'APC de leur domicile

Le cahier des charges est à la disposition des adjudicataires au niveau de la commune contre paiement de 2000,00 D.A.

les dossiers devront être déposés au niveau de l'APC de Gouraya avant 48 heures de la date d'adjudication .

DK NEWS

Anep : 1916016093 du 17/07/2019

G-B:

Le portrait du mathématicien Alan Turing ornera les billets de 50 livres

Le mathématicien anglais Alan Turing, célèbre pour avoir participé au décodage de messages codés allemands pendant la Seconde Guerre mondiale, a été choisi pour orner le verso des futurs billets de 50 livres, a annoncé le gouverneur de la Banque d'Angleterre.

Le mathématicien remplacera Matthew Boulton et James Watt, pères de la machine à vapeur qui a permis la révolution industrielle et dont les visages figuraient sur les billets de 50 livres jusqu'à présent.

«Alan Turing était un mathématicien hors pair dont le travail a eu un énorme impact sur la façon dont nous vivons aujourd'hui», a souligné dans le communiqué Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre, qui a eu le dernier mot concernant le choix de la figure qui ornera les billets de 50 livres à partir de la fin de l'année 2021.

«En tant que père de l'informatique et de l'intelligence artificielle, aussi bien qu'en tant que héros de guerre, les contributions

d'Alan Turing ont été colossales et révolutionnaires», a-t-il ajouté à l'issue d'un processus initié en 2018 afin de choisir la personnalité scientifique qui serait représentée. Outre son portrait, le billet de banque sera illustré notamment par une formule mathématique et une photo d'un des premiers ordinateurs, sur lequel M. Turing a travaillé.

Né en 1912 à Londres, Alan Turing est connu pour avoir participé au décodage de la machine Enigma, utilisée par les Allemands pendant la Seconde guerre mondiale.

Il a également joué «un rôle pivot» dans le développement des premiers ordinateurs, lorsqu'il a travaillé au National Physical Laboratory, puis à l'université



de Manchester, a souligné le communiqué publié par la Banque d'Angleterre.

Au cours de ses recherches, il s'est interrogé sur l'intelligence artificielle

et a donné naissance au test de Turing. Celui-ci propose de tester l'intelligence d'une machine en la faisant converser par écrit avec un être humain.

ENVIRONNEMENT Certaines îles du Pacifique résistent au changement climatique



Les îles du Pacifique de faible altitude pourraient réagir au changement climatique en modifiant leur forme plutôt qu'en disparaissant sous les eaux, selon une nouvelle étude qui semble contredire les inquiétudes en vigueur. Les États insulaires comme les Tuvalu, Tokelau et Kiribati ne dépassent le niveau de la mer que de quelques mètres. Ils sont considérés comme les plus vulnérables au réchauffement climatique de la planète et les populations craignent d'être chassées par la montée des eaux. Mais selon une étude réalisée par des scientifiques néo-zélandais, britanniques et canadiens, ces îles «réagissent de manière morphodynamique» à l'environnement car elle sont constituées par les squelettes de minuscules organismes coralliens, plutôt que par de la roche solide. D'après les chercheurs, ce genre d'île se transforme progressivement à la manière des plages de sable, découverte qui pourrait avoir des répercussions importantes sur la stratégie de lutte contre le changement climatique dans les pays concernés. Murray Ford, co-auteur de l'étude et chercheur à l'Université d'Auckland, assure que ces îles sont plus résilientes qu'on ne le pensait jusque ici. «Les répercussions sur les différentes îles vont varier. Tandis que des zones deviennent inhabitables, d'autres vont s'adapter à la montée des eaux», affirme-t-il dans un communiqué.

«Il appartiendra aux gouvernements et aux populations de décider de la stratégie à adopter mais nous estimons que cette étude met en lumière le fait que la nature est un modèle d'adaptation et les populations insulaires pourraient devoir s'adapter également». L'étude a été publiée cette semaine par la Geological Society of America. Les scientifiques ont créé une maquette à l'échelle 1/50 de l'île Fatato dans l'archipel des Tuvalu et un mécanisme de simulation des vagues afin de tester l'impact de la montée des eaux et des tempêtes causées par le changement climatique. Ils ont découvert que le point le plus haut de l'île gagnait en altitude tandis que la masse terrestre toute entière se déplaçait sur le récif corallien sous-jacent. «Ces informations illustrent la nécessité urgente d'incorporer la dynamique morphologique insulaire dans les projections futures des risques liés aux inondations dans les îles coralliennes», écrivent les auteurs de l'étude. La même équipe de chercheurs avait publié en 2018 une étude sur Tuvalu selon laquelle l'archipel était en fait en train d'accroître son territoire. Entre 1971 et 2014, la surface terrestre de ses neuf atolls et 101 îles a augmenté de 2,9%. En 2017, le gouvernement de gauche en Nouvelle-Zélande était arrivé au pouvoir en évoquant la création d'un visa reconnaissant les réfugiés climatiques. Cette idée a cependant été remise au placard, les intéressés ayant fait savoir qu'ils préféreraient qu'on les aide à conserver leur maison plutôt que partir. Le Forum des îles Pacifique tiendra le mois prochain son sommet annuel aux Tuvalu et le changement climatique devrait figurer une nouvelle fois en tête de son ordre du jour.

GRÈCE:

Arrestation du principal suspect dans le meurtre d'une scientifique

La police grecque a arrêté lundi le principal suspect dans le meurtre d'une scientifique américaine qui

s'était rendue en Crète pour une conférence et dont le corps avait été découvert le 8 juillet dans une grotte.

Cet homme, un Crétois de 27 ans, est détenu au commissariat de Chania, une ville de cette île du

sud de la Grèce, où il est interrogé, a affirmé la police grecque. Le corps de Suzanne Eaton, une biologiste moléculaire de 59 ans de l'Institut Max Planck à l'université allemande de Dresde qui n'avait plus été vue depuis le 2 juillet, avait été retrouvé dans une grotte proche de la route non loin de Chania, où avait lieu la conférence. Selon certains médias grecs, l'examen du corps a montré que sa bouche et son nez avaient été bouchés. La police considère que l'auteur de ce crime «voulait abuser sexuellement de la scientifique». «Nous sommes profondément choqués par cet événement tragique. Suzanne était une scientifique exceptionnelle, une épouse et une mère aimante, une sportive et une personne vraiment merveilleuse que tout le monde aimait», a réagi l'Institut Max Planck dans un communiqué. Elle était mariée à un scientifique britannique, Anthony Hyman, et avait deux fils.

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

UNIVERSITÉ D'ALGER 1

Adresse : 02, Rue DIDOUCHE Mourad, Alger

PREMIERE MISE EN DEUMEURE

Vu la convention N°03/18 visée par le contrôleur financier sous le numéro 20 le 04/11/2018 relative aux travaux de maçonnerie et travaux divers au niveau de la faculté des sciences islamiques du Caroubier.

- Vu l'ordre de service de démarrage notifié le 23/06/2019.

- Vu le délai contractuel d'exécution des travaux fixé à quatre (04) mois.

- Vu le courrier N°21/VRDPO/UA/1/19 du 31/01/2019, ayant pour objet le planning d'exécution des travaux.

- Vu le courrier N°139/VRDPO/UA/1/19 du 13/06/2019, ayant pour objet le démarrage des travaux

- Vu le courrier N°147/VRDPO/UA/1/19 du 19/06/2019, ayant pour objet le dernier rappel démarrage des travaux

- Vu le courrier du 30/06/2019 ayant pour objet demande de résiliation à l'amiable par l'entreprise ETB/TCE LATRECHE REDHA.

- Vu le courrier N°160/VRDPO/UA/1/19 du 01/07/2019, ayant pour réponse, la demande de résiliation à l'amiable non fondée.

- Vu la défaillance et le refus de l'entreprise d'entamer les travaux.

L'université d'Alger 1, en qualité du service contractant met en demeure l'entreprise ETB/TCE LATRECHE REDHA sis Hai El Merdja 03 lot n°348 Baraki. Alger, d'installer le chantier et démarrer les travaux.

Un délai de trois (03) jours à compter de la date de la première parution de la présente mise en demeure dans la presse nationale est accordé au cocontractant pour démarrer le chantier. Passé ce délai, l'université d'Alger 1 procédera à l'application des mesures coercitives prévues par la réglementation en vigueur.

ASTRONOMIE

Une éclipse lunaire partielle est visible

Une éclipse lunaire partielle était visible hier sur plusieurs coins du monde, a indiqué la Royal Astronomical Society (RAS) de Londres dans un communiqué. L'éclipse qui coïncidera avec le 50e anniversaire du lancement d'Apollo 11 (16 juillet 1969), sera «visible d'Afrique, d'une grande partie de l'Europe et de l'Asie, de la partie orientale de l'Amérique du Sud et la partie occidentale de l'Australie», a

précisé la RAS. L'éclipse partielle débutera à 20h01 GMT (21h01, heure d'Alger), sera à son maximum à 21h30 GMT (22h30, heure d'Alger) et s'achèvera à 22h59 GMT (23h59). Mardi, la lune ne se retrouvera jamais totalement dans l'ombre, l'éclipse ne sera donc que partielle. Mais «environ 60 % de la surface visible de la Lune sera couverte par l'ombre», a ajouté la RAS. Une éclipse de Lune se produit lorsque

le Soleil, la Terre et la Lune sont alignés. Notre satellite naturel se retrouve alors dans l'ombre de la Terre. Privée des rayons du Soleil, la Lune s'assombrit et prend une teinte brique car l'atmosphère terrestre dévie les rayons rouges de la lumière solaire vers l'intérieur du cône de son ombre. L'éclipse pourra se voir à l'oeil nu, sans aucun danger contrairement aux éclipses de Soleil.

NBA: Le meneur australien de Philadelphie Ben Simmons prolonge son contrat pour 5 ans

Le meneur australien de Philadelphie, Ben Simmons, 22 ans, a accepté une prolongation de contrat de cinq ans, à 170 millions de dollars, de la part de la franchise NBA.

L'agent de la star des Sixers, Rich Paul, a confirmé lundi l'accord au média américain, même si les deux parties ont jusqu'en octobre pour finaliser cette prolongation qui prendra effet dans un an. Grâce à cette opération, les Sixers évitent que leur joueur ne devienne free agent (joueur libre).

Avec le Camerounais Joël Embiid, sous contrat jusqu'en 2023, Philadelphie va pouvoir compter sur son duo vedette pour les saisons à venir, alors que la franchise n'a plus été titrée depuis 1983. Premier choix de la draft en 2016, Simmons avait manqué la saison 2016-2017 en raison d'une fracture au pied droit, avant d'être élu meilleur rookie à l'issue de la saison 2017-2018. Simmons, qui peut aussi évoluer au poste d'ailier, a été solide cette saison avec les Sixers, avec une moyenne de 16,9 points, 8,8 rebonds et 7,7 passes par match. Il a participé au All-Star Game en février.

EUROPE L'Euro-2021 de basket messieurs aura lieu en Allemagne, Italie, Géorgie et République tchèque

L'Allemagne, l'Italie, la Géorgie et la République tchèque organiseront le prochain Championnat d'Europe masculin de basket en 2021 (2-19 septembre), avec une phase finale à partir des huitièmes de finale à Berlin, a annoncé lundi la Fédération internationale, à Munich.

Les matches de la phase de poules se joueront en Italie, en Allemagne, en Géorgie et en République tchèque. Chaque ville hôte accueillera un groupe composé de six équipes, et les quatre premiers de chaque groupe se qualifieront pour les 8es de finale. Trois autres pays étaient candidats à l'organisation de la compétition continentale: l'Estonie, la Slovaquie et la Hongrie. L'Euro-2015 s'est disputé pour la première fois dans quatre pays (en France, Allemagne, Croatie, Lettonie). Après l'édition 2017, la compétition se dispute tous les quatre ans.

APS

TENNIS / CLASSEMENT MONDIAL FÉMININ: Gain de 59 places pour l'Algérienne Ibbou (186^e)

La tennismen algérienne Inès Ibbou a gagné 59 places dans le nouveau classement mondial féminin dévoilé par la Fédération internationale de tennis (ITF), se positionnant désormais au 186e rang, avec un total de 144 points.

La championne d'Afrique juniors en 2015 reste sur une élimination précoce dans le tournoi Cal-Comp en Thaïlande, dès le premier tour du tableau final après sa défaite en deux sets contre la Sud-Coréenne Kim Da Hye. Mais elle a tout de même engrangé suffisamment de points pour réussir ce joli bond dans le classement mondial. Amira Benaïssa a réussi, elle aussi, une assez belle progression cette semaine, se hissant au 824e rang après un gain

de 14 places. Ibbou (20 ans) et Benaïssa (28 ans) étaient jusqu'à les deux seules Algériennes à figurer dans cette hiérarchie mondiale féminine, mais elles ont été rejointes depuis peu par leur compatriote Hanine Boudjadi (20 ans). Une entrée en fanfare puisque cette joueuse a gagné 42 places dans le classement de cette semaine, se positionnant au 1825e rang. Dans le haut du tableau, la hiérarchie mondiale est toujours dominée par la Chilienne Fernanda Brito,



avec un total de 800 points, de-
vant Taïwanaise Lee Chen-Hua
(572 pts) et l'Ukrainienne Anas-
tasiya Shoshyna (520 pts).

CYCLISME / TOUR DE FRANCE (10E ÉTAPE) : Victoire de van Aert, plusieurs favoris piégés dans le final

Le Belge Wout van Aert (Jumbo-Visma) a remporté lundi à Albi la 10e étape du Tour de France cycliste, alors que les Français Julian Alaphilippe (Deceuninck) a consolidé son maillot jaune de leader.

Au terme d'une étape au final mouvementé, qui a vu plusieurs candidats à la victoire finale perdre du temps, Wout van Aert a réglé au sprint un premier peloton qui a accéléré à une trentaine de kilomètres de l'arrivée et provoqué une cassure préjudiciable à plusieurs leaders. Pour son

premier Tour de France, Wout Van Aert en a profité pour s'imposer devant Elia Viviani (Deceuninck-Quick-Step) et Caleb Ewan (Lotto-Soudal). Au classement général, le Français Julian Alaphilippe (Deceuninck) a conforté son maillot jaune de leader, alors que son compatriote Thibaut Pinot, 3e au général avant le départ, le Colombien Rigoberto Uran (8e), le Danois Jakob Fuglsang (9e) ou encore l'Américain Richie Porte (Trek-Segafredo), sont arrivés avec plus d'une minute de retard sur le premier

groupe. En revanche, la formation Ineos du Britannique Geraint Thomas et du Colombien Egan Bernal a réussi un coup de maître à la veille de la première journée de repos, en plaçant Geraint à la 2e place, à 1 min 12 sec d'Alaphilippe, et Bernal à la 3e, à 1 min 16 sec. D'autres coureurs bien positionnés à la fin de la première semaine ont perdu sensiblement plus. Entre autres, le Néo-Zélandais George Bennett, qui occupait la 4e place au départ de Saint-Flour, et, à un degré moindre, l'Espagnol Mikel Landa.

USA

Le boxeur américain Pernell Whitaker décède accidentellement à l'âge de 55 ans

Le boxeur américain Pernell Whitaker, champion olympique en 1984 et du monde dans quatre catégories différentes, est mort dans un accident de la route en Virginie (Etats-Unis), a indiqué lundi la police locale dans un communiqué. L'Américain, âgé de 55 ans, est décédé après avoir été renversé par une voiture dimanche à Virginia Beach. Pernell

Whitaker a succombé à ses blessures sur les lieux de l'accident, a précisé la police. Surnommé affectueusement «sweet pea» (pois de seigneur), il était considéré comme l'un des boxeurs les plus talentueux de sa génération. Il avait remporté le titre olympique des légers aux Jeux de Los Angeles en 1984. Il a disputé 46 combats professionnels

pour un bilan de 40 victoires, dont 17 avant la limite, quatre défaites, un match nul et un no contest. Whitaker a remporté des ceintures mondiales en légers, super-légers, welters et super-welters. Il avait été désigné boxeur de l'année par Ring magazine en 1989. L'un des moments forts de sa carrière restera également son combat contro-

versé contre la légende mexicaine Julio Cesar Chavez à San Antonio (Texas) en 1993. Après une lutte acharnée, tous les experts pensaient que Whitaker allait remporter le combat. Mais les juges déclaraient alors un match nul entre les deux hommes. Il avait pris sa retraite en avril 2001 après une défaite contre Carlos Bojorquez.

NBA:

JR Smith libéré par Cleveland

L'arrière des Cleveland Cavaliers, JR Smith a été libéré par son club avant que son contrat de 15,6 millions de dollars (14,2 M EUR) pour la saison prochaine ne devienne effectif, mettant, lundi, un terme à son aventure avec le club.

Cette séparation a permis aux Cleveland Cavaliers de faire l'économie d'un gros salaire après avoir échoué à échanger le vétérain de la NBA. Agé de 33 ans, Smith a

joué seulement 11 matches pour les Cavaliers la saison dernière. Le joueur et le club s'étaient en fait mis d'accord pour qu'il quitte Cleveland dès novembre dernier après un énième échec et un bilan de 2 victoires contre 13 défaites.

En plus de quatre saisons à Cleveland, l'arrière a tourné à une moyenne de 10,3 points par match avec une performance de taille lors du 7e match en finale contre

les Golden State Warriors et le titre NBA au bout en 2016. Il avait en revanche commis une erreur grossière lors de la finale 2018, toujours contre les Warriors qui avait coûté la victoire à son équipe en prolongation. Après 15 ans de carrière en NBA, JR Smith n'envisage pas d'arrêter. «Je ne pense pas que ce soit d'actualité pour le moment», a déclaré le joueur qui va devenir un agent libre.

BOUMERDÈS :

Réception de deux piscines semi-olympiques avant fin 2019

Deux piscines semi-olympiques devront être réceptionnées avant la fin de l'année en cours à Boumerdes, a-t-on appris mardi auprès du directeur de la jeunesse et des sports de la wilaya. Il s'agit du projet de la piscine semi-olympique de Bordj Menail (Est de Boumerdes), dont le taux d'avancement actuel est estimé à 60%, selon les explications fournies au wali Yahia Yahiatene, à l'issue d'une visite d'inspection d'un nombre de projets de développement dans la wilaya.

La structure, complètement couverte, englobe deux bassins d'eau de 25 m de long chacun, destinés aux compétitions officielles, aux entraînements et aux amateurs de natation, outre

250 sièges (pour le public) et des commodités annexes, est-il ajouté. Quant à la 2eme piscine, également couverte, elle est en réalisation à Naciria (Est de Boumerdes) et ses travaux "sont quasiment achevés", suite à un important retard enregistré à cause de l'indisponibilité de foncier, notamment.

Elle compte un bassin de 25 m de long, est-il précisé. Toujours selon les mêmes informations fournies au wali, la wilaya a bénéficié, depuis plusieurs années, d'un 3eme projet d'une piscine olympique, dotée de deux bassins de 50 m chacun, à Boudouaou (Nord de Boumerdes).

Néanmoins, le projet n'a pas été lancé en réalisation, à

ce jour, "car le foncier sélectionné pour son implantation est exploité par une entreprise publique, et aucun accord n'a été établi, à ce sujet, avec cette dernière, à ce jour", est-il déploré.

Il a été signalé, par ailleurs, l'affectation au profit du secteur de la jeunesse et des Sports, entre 2014 et 2018, de 22 opérations de développement, actuellement opérationnelles au niveau d'une vingtaine de communes.

Il s'agit, en l'occurrence, de quatre maisons de jeunes, quatre salles omnisports, quatre auberges de jeunes, quatre complexes sportifs de proximité, deux centres de loisirs scientifiques, une salle de sport spé-

cialisée, un complexe de tennis et un stade de proximité. A cela s'ajoutent, selon les mêmes informations, deux camps de jeunes à Corso et Boudouaou El Bahri, une salle polyvalente à Boudouaou El Bahri et un complexe sportif de proximité à Ben Choud. Actuellement, la wilaya de Boumerdes compte 206 structures juvéniles et sportives opérationnelles (contre 60 précédemment), dont 55 établissements juvéniles, avec une moyenne d'un établissement pour 2.652 jeunes. Ce nombre d'établissements exploités à travers la wilaya assure l'encadrement de près de 450.000 jeunes, âgés entre 5 et 29 ans, parmi lesquels 22.200 pratiquent un sport.

CAN-2019 / FINALE SÉNÉGAL - ALGÉRIE (J-3) : Concentration maximale chez les «Verts»

Après avoir bénéficié d'une journée de détente et de décontraction, les joueurs de la sélection algérienne de football reprennent le travail hier, à trois jours de la finale de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019, vendredi face au Sénégal au stade international du Caire (20h00 algériennes).

Une journée «off» qui a énormément fait du bien aux coéquipiers du capitaine Riyad Mahrez, eux qui avaient tant besoin de décompresser après avoir livré deux matchs intenses face à la Côte d'Ivoire (1-1, aux t.a.b : 4-3) et au Nigeria (2-1), respectivement en quarts et demi-finales. Les choses sérieuses vont commencer ainsi dès mardi avec la préparation effective de cette finale, face à un adversaire loin d'être un inconnu, pour avoir déjà affronté l'Algérie lors de la 2e journée (Gr. C) de la phase de poules.

Les «Verts» l'avaient emporté (1-0) grâce à un but de Youcef Belaïli. La concentration est maximale chez les joueurs, dont l'objectif est désormais de succéder au Cameroun, éliminé en 1/8 de finale, dans le palmarès de cette prestigieuse compétition qui se dispute pour la première fois en présence de 24 nations.

Auteur jusque-là d'un parcours exceptionnel, l'équipe nationale refuse d'abdiquer à une marche d'une deuxième étoile historique qui lui tend les bras.

Les efforts consentis depuis le 3 juin, jour du début du premier stage préparatif

effectué au Centre technique national de Sidi-Moussa (Alger) ne doivent pas partir en fumée, affirmant à l'unanimité les joueurs de la sélection.

Confirmer son statut de favori

Personne ne croyait à une telle performance, même parmi les plus optimistes, d'autant que cette CAN avait la particularité d'être abritée par l'Égypte, détentrice du record de trophées avec 7 coupes et qui aspirait à arracher une 8e étoile devant son public, avant de déchanter et se faire éliminer tel un novice en 1/8 de finale par l'Afrique du Sud (1-0).

Une élimination qui a ouvert la voie à l'Algérie, aussitôt placée comme favori N.1 par les observateurs, un statut qui doit être confirmé vendredi face à la première nation continentale (22e au dernier classement de la Fifa), auteur de la meilleure série de son histoire à la CAN avec 4 victoires consécutives.

Le sélectionneur national Djamel Belmadi, qui est en train de réüssi son pari, va certainement axer son travail sur l'aspect psychologique comme il l'a déjà fait avant les deux pré-



cédents rendez-vous face à la Côte d'Ivoire et au Nigeria.

Il aura l'occasion de travailler avec un groupe au complet, à l'exception du latéral droit Youcef Atal, victime d'une fracture de la clavicule.

Même si le fait de rencontrer les «Lions de la Teranga» pour la deuxième fois dans cette compétition semble être un avantage pour l'équipe nationale, il n'en demeure pas moins que le Sénégal reste et restera l'une des équipes les plus redoutables du continent, d'où la vigilance qui doit être de mise face à un adversaire cherchant non seulement à s'adjuger le premier titre de son histoire, mais également prendre sa revanche après

l'unique défaite concédée en phase de poules. D'ici au jour J, les protégés de Belmadi vont certainement mettre les bouchées doubles pour préparer au mieux cette finale, considérée comme le match le plus important dans l'histoire de la sélection, depuis la finale disputée et remportée à domicile en 1990 face au Nigeria (1-0).

Les Algériens auront ainsi rendez-vous avec l'histoire, 29 ans après leur unique trophée remporté à Alger. Mais cette fois-ci, il sera question de s'installer sur le toit de l'Afrique en déplacement, ce qui représente une grande symbolique pour une équipe en pleine reconstruction mais qui ne cesse d'impressionner.

Les supporters algériens en nombre pour faire le déplacement au Caire

Les supporters algériens se sont présentés hier en nombre au stade 5-Juillet (Alger) pour faire partie du voyage organisé en Égypte, en vue de la finale de la Coupe d'Afrique des nations de football (CAN-2019), vendredi au Caire entre l'équipe nationale et le Sénégal.

Ces «irréductibles» des «Verts» de toutes les catégories d'âge ne veulent pas en effet rater cette occasion inouïe de suivre de très près les Mahrez & Co grâce au pont aérien mis en place par les autorités algériennes qui va permettre à 4800 d'entre eux de faire le déplacement au pays des «Pharaons», lesquels s'ajoutent à ceux déjà sur place.

Pour ce faire, un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre Noureddine Bedoui, a décidé lundi de mobiliser 28 avions pour transporter, dans la nuit de jeudi à vendredi, quelque 4.800 supporters vers le Caire, «en veillant, dans la répartition des vols, à donner la chance à tous les citoyens à travers l'ensemble du territoire national, notamment ceux des wilayas du Sud, pour faire le déplacement et encourager l'équipe nationale».

Si l'opération a débuté dans un cadre organisé tôt mardi matin au Stade Olympique avec notamment deux accès, l'un pour les dames, au niveau de la porte N1 et un autre pour les messieurs, au niveau de la porte N2, elle a vite enregistré des dépassements au fur et à mesure que la foule grossissait.

«Je suis venu de Ghardaïa, j'ai passé la nuit ici et je n'ai pas pu accéder au stade. A ce que je sache je vais payer ma place dans l'avion, je ne voyage pas gratuitement», s'est emporté un jeune d'une vingtaine d'années.

Les supporters désirant en effet se rendre en Égypte doivent s'acquitter de 35.000 DA, une somme qui ne couvre pas évidemment tous les frais du voyage mais dont le coût a été amorti par l'Etat et les sponsors.

Dès le début de l'opération, une petite bousculade a fait effondrer quelques barrières de sécurité.

«Ils (les organisateurs, ndlr) ne font entrer que leurs amis. C'est du clientélisme», a pesté un autre fan des «Verts», enveloppé de l'emblème national.

Pas de suppression de visa

La gent féminine était également présente sur les lieux de la vente très tôt dans la matinée de mardi pour être sûre d'être servie.

«Nous partons en Égypte pour soutenir notre pays à l'occasion de cet événement historique», a indiqué une trentenaire qui n'a pas manqué de souligner au passage qu'elle trouvait «bizarre que les gens s'étonnent de l'engouement de la gent féminine» pour cette finale de la CAN.

«Nous sommes Algériennes autant que les hommes et nous aussi nous voulons apporter notre soutien à l'équipe nationale.

Nous avons commencé par le faire de loin, lors des tours précédents, mais puisqu'aujourd'hui l'occasion se présente d'aller au coeur de l'événement, pourquoi ne pas le faire ?», a-t-elle ajouté.

Interrogée par l'APS sur l'information rapportée par des médias selon laquelle le visa d'entrée en Égypte allait être supprimé pour les Algériens en prévision de la finale de vendredi, une responsable à l'ambassade d'Égypte à Alger a catégoriquement démenti.

«Non il n'y aura pas de suppression de visa. Notre ambassade a accordé beaucoup de facilités aux Algériens depuis le début de la CAN et nous allons continuer à le faire en prévision de la finale.

Nous délivrons le visa dans la journée, en quelques heures seulement», a-t-elle dit. Concernant les billets d'entrée au Stade international du Caire, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Raouf Salim Bernaoui, a été chargé en coordination avec la Fédération algérienne de football (FAF) de prendre toutes les mesures de manière anticipative afin d'assurer un nombre suffisant de tickets au profit des supporters de l'équipe nationale.

APS

Saer Seck : «Je n'ai pas l'impression que l'Algérie soit meilleure que le Sénégal»

L'Algérie qui affrontera le Sénégal vendredi à 20h00 (heure algérienne) au stade international du Caire en finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019), «n'est pas meilleure» que le Sénégal, a estimé le vice-président de la Fédération sénégalaise de football (FSF), Saer Seck.

«Je n'ai pas l'impression que l'Algérie pourra être meilleure que le Sénégal. D'ailleurs, lors du match de groupe, je crois que si nous avions été arbitrés normalement contre l'Algérie au premier tour, nous ne l'aurions pas perdu. C'est ce qu'on peut retenir de cette rencontre», a déclaré Saer Seck, au site IGF-M-Sénégal.

Pour le match de vendredi, le responsable de la FSF souhaite bénéfi-

cier d'un arbitrage «normal, car c'est à ce moment là qu'on peut dire «Que le meilleur gagne»».

Saer Seck a salué au passage l'utilisation de la VAR (arbitrage vidéo) qui a évité au Sénégal un second penalty lors de la demi-finale gagnée contre la Tunisie (1-0 a.p.).

«Pour une fois que la VAR prend une décision en faveur du Sénégal, on ne va pas s'auto-flageller. Il faut s'en réjouir. Le règlement est clair dans le cas d'espace et l'arbitre n'a fait que l'appliquer, donc pas lieu de siffler un penalty», a-t-il expliqué.

Selon le vice-président de l'instance fédérale sénégalaise, la balle est dans le camp des joueurs et leur entraîneur qui sont «très conscients

de la mission qui les attend». «Tout le monde a envie d'écrire sa propre histoire et d'ajouter une page à celle-ci. Une finale est faite pour être gagnée, non pas pour être jouée.

On a pris toutes les dispositions pour arriver à cette finale avec un maximum de chances pour la gagner», a assuré Saer Seck.

«Nous continuons notre travail avec une pensée de la mobilisation au pays. Tous les Sénégalais sont derrière leur équipe, prient pour les Lions. En ce qui nous concerne, nous prendrons toutes nos dispositions pour apporter le maximum de joie aux Sénégalais. Une joie qu'on n'a jamais connue, il faut la vivre», a-t-il conclu.

Journée de détente pour les «Verts»

Les joueurs de l'équipe nationale de football, ont bénéficié ce lundi, d'une journée détente et de récupération, au lendemain de leur brillante qualification pour la finale de la CAN-2019 en Égypte (21 juin à 19 juillet), aux dépens du Nigeria (2-1) au stade international du Caire.

Pas d'entraînement ainsi pour les coéquipiers de Mehdi Zeffane, restés au niveau de leur lieu ré-

sidence l'hôtel Royal Maxim Palace Kempinsky dans la banlieue du Caire, pour une séance de piscine et surtout de décontraction, après deux matchs intenses vécus en quarts de finale face à la Côte d'Ivoire (1-1, aux t.a.b : 4-3) et au Nigeria en demi-finale (2-1).

Certains joueurs ont accepté volontiers de prendre des photos avec des supporters algériens, qui se sont déplacés au Caire

pour encourager les ½ Verts « dans ce tournoi, dans une ambiance bon enfant. Il s'agit de la deuxième fois que les joueurs de la sélection bénéficient d'une journée de repos, après celle du 2 juillet, au lendemain de la victoire face à la Tanzanie (3-0), comptant pour la dernière journée de la phase de poules. Les camarades du capitaine Riyad Mahrez vont replonger de nouveau dans l'ambiance du travail,

avec au menu une séance d'entraînement mardi en fin d'après-midi au stade Petrosport du Caire pour la préparation de cette finale tant attendue face au Sénégal, vendredi au stade international du Caire (20h00, algériennes). Il s'agit de la troisième finale de l'histoire pour les ½ Verts, « après celle 1980, perdue face au Nigeria (3-0), en 1990, disputée et remportée à domicile face aux Nigériens (1-0).

28 avions pour transporter 4.800 supporters vers le Caire

Un Conseil interministériel, présidé par le Premier ministre, Noureddine Bedoui, a décidé de mobiliser vingt-huit (28) avions pour transporter, dans la nuit de jeudi à vendredi, quelque 4.800 supporters vers le Caire pour encourager l'équipe nationale de football à l'occasion de la finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN-2019) qui l'opposera à son homologue sénégalaise, vendredi prochain à 20:00 (heure algérienne) au Stade international du Caire, a indiqué lundi un communiqué des Services du Premier ministre.

A l'entame de la réunion à laquelle ont pris part les ministres en charge des Affaires étrangères, de l'Intérieur, des Finances, de la Jeunesse et des sports, des Transports et du Tourisme, des représentants du ministère de la Défense nationale et les responsables d'Air Algérie, de Tassili Airlines, de l'Office national du tourisme (ONT) et de Touring club d'Algérie, le Premier ministre a félicité l'équipe nationale de football suite à sa qualification pour la finale de la CAN.

Il a également salué «le nationalisme des supporters qui ont tenu à encourager notre sélection nationale durant tous les tours de cette compétition continentale et ceux qui ont manifesté leur volonté de faire le déplacement pour l'encourager lors de la finale», soulignant la détermination de l'Etat à mobiliser tous les moyens matériels et humains disponibles pour satisfaire cette demande.

Dans ce cadre, le Premier ministre a salué les efforts consentis par le Commandement de l'Armée nationale populaire (ANP), à leur tête le Général de corps d'armée, vice-ministre de la Défense nationale, Chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, sa contribution efficiente au transport des supporters et sa disponibilité à poursuivre cette démarche, en mobilisant neuf (9) avions dans le cadre du pont aérien.

Il a, en outre, insisté sur la nécessaire conjugaison des efforts de tous les intervenants et la mobilisation de tous les moyens disponibles pour transporter le plus grand nombre de supporters possible et garantir les meilleures conditions de leur prise en charge à l'aller et au retour au pays à travers la mise en place d'un pont aérien pour le transport des supporters vers le Caire et la mobilisation de vingt-huit (28) avions à cet effet, pour transporter quelque 4.800 supporters, dans la nuit de jeudi à vendredi, en veillant, dans la répartition des vols, à donner la chance à tous les citoyens à travers l'ensemble du territoire national, notamment ceux des wilayas du sud, pour faire le déplacement et encourager l'équipe nationale.

A cet effet, une cellule de coordination au niveau du Premier ministre sera créée et supervisée par le chef de cabinet du Premier ministre.

Composée de représentants de toutes les parties concernées, la cellule est chargée du suivi des différents préparatifs et étapes de déplacement des supporters jusqu'à leur retour au pays.

Le ministre de la Jeunesse et des Sports a été chargé en coordination avec la Fédération algérienne de Football (FAF) de prendre toutes les mesures de manière anticipative afin d'assurer un nombre suffisant des tickets pour le match de finale au profit des supporters de l'équipe nationale.

Dans ce sens, Touring club Algérie a été chargé en coordination avec les services du ministère des Affaires étrangères de réactiver le même plan adopté auparavant pour la prise en charge de tous les aspects liés au déplacement des supporters (inscription, visa, tickets et déplacement au Caire) tout en leur réunissant les meilleures conditions durant leur séjour au Caire.

Par ailleurs, le Premier ministre a insisté sur l'impératif de prendre les mesures nécessaires pour garantir le retour au pays de tous les supporters, dans les meilleures conditions, y compris ceux qui sont en Egypte actuellement et qui ont préféré prolonger leur séjour dans ce pays frère en vue de soutenir l'équipe nationale, souhaitant aux Verts une victoire éclatante à même de réaliser les aspirations du peuple algérien et d'ajouter un second titre continental à leur palmarès.

Enfin, le Premier ministre a exprimé sa consternation suite au décès de supporters dans un tragique accident de la route, survenu dimanche soir dans la wilaya de Jijel, durant les festivités célébrant la qualification de la sélection nationale à la Finale de la CAN 2019, adressant en cette douloureuse circonstance, ses sincères condoléances aux familles des défunts.

APS

ORAN : Rush sans précédent sur les maillots contrefaits des «Verts»

Le grand engouement que suscite l'équipe nationale de football, qui a surpris les spécialistes et les non-spécialistes par son remarquable parcours en Coupe d'Afrique des nations (CAN) où elle a atteint la finale, a contribué à «booster» les ventes des articles des «Verts» à l'image de leurs maillots et autres produits dérivés.

En effet, il n'existe désormais plus de magasin de vêtements en Algérie, notamment à Oran, où le maillot national n'est pas mis en vente, aux côtés d'autres produits symbolisant les couleurs nationales et ce, depuis que les protégés de Djamel Belmadi ont commencé à enchaîner les victoires dans les stades égyptiens.

Outre les magasins officiels et les zones commerciales où le maillot national est vendu, les marchés populaires, tels que celui de "M'dina J'dida", connaissent une demande sans précédent pour ce maillot et pour l'emblème national, un autre produit déjà très prisé depuis l'avènement du "Hirak" populaire du 22 février dernier.

L'occasion est ainsi propice pour ceux activant dans le commerce illégal de tirer un maximum de profit du retour de l'équipe nationale algérienne au-devant de la scène footballistique continentale après plusieurs années de déclin.

Ces commerçants n'hésitent pas à «occuper» les trottoirs du centre-ville ou même des quartiers connus pour leur grande activité commerciale par la présence de magasins «haut standing», à l'image du quartier de "Choupot".

C'est le résultat d'une demande croissante pour les maillots des "Verts", même si la plupart d'entre eux sont issus du marché de la contrefaçon et qui se vendent pour des prix allant de 1.000 à 2.500 DA, ce qui est loin du prix du maillot officiel exposé dans les principaux magasins de l'équipementier officiel de la Fédération algérienne de football (FAF), au prix de 8.500 DA.

Ce prix avait été annoncé par la FAF avant le début de la compétition continentale.

Son annonce avait coïncidé avec la réception des nouveaux maillots et équipements de l'équipe nationale quelques semaines après la polémique suscitée par le renouvellement du contrat avec l'équipementier en question, et née de la qualité des anciens maillots fournis aux équipes nationales, jugée en-deçà des attentes.

Les Oranais, comme tous les Algériens sûrement, se retrouvent désormais dans un état de confusion car, pour la plupart d'entre eux, il serait difficile de s'offrir le maillot officiel en raison de son coût élevé, ce qui les pousse à se diriger vers les produits contrefaits, nonobstant leur mauvaise qualité.

Cette réalité la traduit si bien Elyes, un revendeur de vêtements au niveau marché populaire de "M'dina J'dida" qui a déclaré à l'APS avoir agi à sa manière pour fournir des maillots et autres produits dérivés aux couleurs nationales afin de répondre aux demandes croissantes de la clientèle depuis la fin du premier tour de la compétition africaine en particulier, un tour au cours duquel les joueurs de l'équipe nationale ont affiché clairement leurs ambitions, ce qui a poussé leurs fans à se remettre à rêver.

Le commerçant a révélé que les magasins et boutiques du marché de "M'dina J'dida" ne sont plus en mesure de répondre aux nombreuses demandes des citoyens de tous les âges, au fur et à mesure que l'équipe nationale enchaînait les bons résultats.

Il s'attend d'ailleurs à ce que cette demande augmente encore maintenant que les «Verts» ne sont plus qu'à une marche d'un deuxième trophée africain



dans l'histoire du football algérien.

Le maillot des années 80 ressuscité

Dans la foulée, certains ont eu l'idée de confectionner à leur manière le maillot des "Fennecs" des années 1980, un maillot que les supporters de l'équipe nationale ont porté lors des Coupes du monde de 2010 et 2014, soit deux périodes fastes de l'histoire du football algérien.

Néanmoins, Saïd, croisé en train d'acheter les maillots de l'équipe nationale pour ses enfants, affirme que les produits proposés dont les maillots et les survêtements de l'équipe nationale risquent de s'avérer dépassés par le temps, vu que dès vendredi prochain, l'Algérie, qui affrontera le Sénégal en finale de la CAN, pourrait bien accrocher une deuxième étoile sur son maillot.

L'actuel ne portant qu'une seule étoile illustre le seul trophée continental remporté par l'équipe nationale et qui remonte à l'édition de 1990 organisée par le pays. Il est clair que les plus optimistes parmi les spécialistes de la contrefaçon seraient actuellement en train de préparer de nouveaux produits aux deux étoiles pour qu'ils soient prêts à les commercialiser dès que le capitaine des «Verts», Riyad Mahrez, soulève le trophée, vendredi prochain au Cairo Stadium. C'est le souhait de tout un peuple.

3 ACCIDENTS MORTELS DURANT LA CÉLÉBRATION DE LA VICTOIRE DES VERTS :

Le président de l'APN appelle à «ne pas se laisser aller à la frénésie»

Le président de l'Assemblée populaire nationale (APN), Slimane Chenine, a appelé lundi l'ensemble des supporters de l'équipe nationale de football à «faire attention à la sécurité de tous» et à «ne pas se laisser aller à la frénésie excessive» afin de ne plus déplorer des victimes d'accidents de la route.

Dans une lettre adressée à l'ensemble des supporters des Verts, engagés dans la compétition de la

Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en Egypte, le président de l'APN a déploré que «la célébration de la grande victoire de la sélection nationale ait été entachée d'accidents de la circulation à travers nombre de wilayas du pays, priant Dieu, le Tout-puissant, d'accorder sa miséricorde aux victimes et courage et patience à leurs familles, tout en souhaitant un prompt rétablissement aux blessés».

La célébration dimanche soir de la qualification des «Fennecs» en finale de la CAN face au Nigéria a été endeuillé par le décès de cinq personnes et 13 blessés graves dans un accident de la route au niveau de la RN 43 à l'entrée de la ville de Sidi Abdelaziz (wilaya de Jijel), suite à la collision d'un camion semi-remorque et un véhicule utilitaire à bord duquel se trouvaient les victimes.

Naples confirme Manolas

Annoncé depuis plusieurs jours, Kostas Manolas va bien jouer pour Naples cette saison. En effet, les Azzurro ont confirmé la venue du joueur de l'AS Roma ce samedi soir. L'international grec de 28 ans a été transféré en échange de 36 millions d'euros.



De Gea, gardien le mieux payé au monde ?

David De Gea (28 ans) pourrait devenir le gardien le mieux payé au monde. Selon le Mirror, le portier espagnol va répondre favorablement à la proposition de contrat formulée par Manchester Uni-

Zidane garderait un œil sur Sadio Mané !

Alors que Zinedine Zidane apprécierait le profil de Sadio Mané, le Real Madrid n'aurait pas écarté l'idée de recruter l'international sénégalais de Liverpool.

Le recrutement galactique du Real Madrid pourrait prendre une autre ampleur dans les prochaines semaines. Après avoir recruté Eden Hazard ou encore Luka Jovic pour renforcer le secteur offensif de l'effectif de Zinedine Zidane, les Merengue auraient coché le nom de Sadio Mané, alors que Liverpool souhaiterait conserver son attaquant à tout prix. Si Paul Pogba resterait la priorité de « ZZ », le Real Madrid n'aurait pas abandonné la piste menant à l'international sénégalais. Selon les informations divulguées par Okdiario ce lundi, le Real Madrid et n'aurait pas renoncé à recruter Sadio Mané et la piste conduisant à l'attaquant de Liverpool serait toujours à l'ordre du jour en interne. Florentino Pérez n'écarterait pas cette possibilité, d'autant plus que le numéro 10 de la sélection sénégalaise réalise une bonne CAN avec son pays et disputera la finale face à l'Algérie ce vendredi. Reste à savoir si le Real Madrid aura la capacité financière pour s'attacher les services d'un nouveau « galactique », grand artisan de la récente victoire des Reds en Ligue des Champions.



BRAHIM DIAZ ABSENT QUATRE À CINQ SEMAINES

L'ailier gauche de 19 ans, arraché 17 millions d'euros à Manchester City en janvier dernier par le Real, va manquer la préparation estivale de son club. L'Espagnol souffre d'une lésion musculaire à la cuisse gauche et devrait être éloigné des terrains quatre à cinq semaines.

Coutinho en route pour un retour ?

L'avenir de Philippe Coutinho au FC Barcelone est plus que jamais dans le doute. Convoité par le PSG, l'international brésilien pourrait faire l'objet d'un deal entre le club parisien et le club catalan pour le transfert de Neymar. Mais Liverpool tenterait de son côté de le faire revenir.

Le média italien CalcioMercato laisse entendre que Philippe Coutinho serait enchanté par un retour à Liverpool dès ce mercato estival 2019. L'international brésilien pourrait revenir à Anfield sous la forme d'un prêt payant de deux ans avec option d'achat obligatoire d'environ 95 millions d'euros. « Je pense que Liverpool a un cœur très profond dans son cœur, il en a été un grand fan tout au long de la campagne [de la saison dernière] » a récemment déclaré l'agent du joueur. De son côté, l'ancien défenseur des Reds James Carragher, aimerait voir le joueur brésilien revenir : « Nous manquons de ce joueur dans l'équipe. Nous l'avons à Lallana et à Shaqiri, mais le niveau de joueur est différent. C'est la seule chose que Man City a sur nous: Bernardo Silva, David Silva et Kevin De Bruyne. Nous n'avons pas ce type de joueur » a-t-il déclaré dans les médias anglais.



Marcelo claque la porte au nez de Cristiano Ronaldo

A travers une déclaration à la télévision du Real Madrid, Marcelo a fait comprendre qu'il n'avait pas l'intention de rejoindre Cristiano Ronaldo à la Juventus Turin.

Il aura mis un an à digérer la chose mais Marcelo semble avoir fait le deuil du départ de Cristiano Ronaldo à la Juventus Turin. Lors des premiers mois de la séparation, le Brésilien avait un tel blues qu'on l'imaginait rejoindre le Piémont en janvier ou, au pire, cet été. D'autant que les résultats « merengue » étaient vraiment catastrophiques et que la relation du latéral gauche avec Santiago Solari était houleuse.

Et puis Zinedine Zidane est revenu, et tout est rentré dans l'ordre. Si bien qu'on comprend à travers l'interview donnée à la chaîne du Real Madrid qu'il n'est plus question pour Marcelo d'aller voir ailleurs, lui qui attaque sa quatorzième saison dans la capitale espagnole : « Nous abordons cette saison avec l'espoir de tout gagner. Nous avons envie de nous entraîner fort pour performer toute la saison ».



ted. Il devrait bientôt s'engager sur le long terme avec un salaire de 420 000 euros par semaine. La signature serait prévue après la tournée de pré-saison des Mancuniens.



ALGÉRIE-SYRIE L'Algérie déplore l'intervention militaire étrangère à Idlib en Syrie

L'Algérie a déploré l'intervention militaire étrangère à Idlib en Syrie, a indiqué lundi une source autorisée au ministère des Affaires étrangères. Interrogée par l'APS au sujet de la persistance de la crise en Syrie et notamment la détérioration de la situation sécuritaire au Nord du pays, une source autorisée au ministère des Affaires étrangères a renouvelé la solidarité de l'Algérie avec le gouvernement et le peuple syriens, louant au passage les efforts déployés et les sacrifices consentis pour le retour de la paix et de la sécurité et le rétablissement de la souveraineté de ce pays frère et de son peuple sur l'ensemble du territoire syrien. La même source a, à ce propos, déploré l'intervention militaire étrangère caractérisée dans la région d'Idlib d'un pays voisin, estimant que cette intervention, outre le fait qu'elle attente au principe de bon voisinage et au respect de la souveraineté des Etats, est de nature à faire durer la crise dont pâtit depuis des années ce pays et à compromettre les chances d'un règlement par le dialogue politique de la crise en Syrie, conclut la même source. Il est utile de rappeler que l'Agence de presse ¼ Anadolu « a rapporté hier une déclaration attribuée au Président turc Recep Tayyip Erdogan, dans laquelle il a indiqué que son pays suit de près la situation dans les pays de la région, citant à ce propos l'Egypte, la Libye, l'Algérie et la Tunisie.

BATNA : Réception prochaine de huit nouvelles écoles coraniques

L'enseignement coranique dans la wilaya de Batna sera prochainement renforcé par la réception de huit nouvelles écoles, a indiqué hier le directeur local des Affaires religieuses et des wakfs, Madani Bousseta. Ce responsable a révélé à l'APS que le taux d'avancement des travaux de ces écoles, prévues au chef-lieu de wilaya et dans la commune Barika, varie entre 30 et 80% affirmant que celles-ci viennent en réponse à la forte demande pour l'apprentissage coranique dans la wilaya de Batna. Il a ce sujet, indiqué que la wilaya de Batna dispose actuellement de 32 écoles coraniques d'une capacité totale de 10 000 places pédagogiques parmi lesquelles de se trouvent écoles pilotes offrant entre 300 et 700 places pédagogiques avec régime d'internat et demi-pension. S'ajoute à cela 420 classes d'apprentissage du saint coran à travers les 620 mosquées de la wilaya qui avec les écoles susmentionnées accueillent en moyenne plus de 26 000 apprenants par an, a-t-il ajouté.

ALGÉRIE-MALI Le ministre malien des Affaires étrangères en visite de travail à Alger

Le ministre malien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, Tiébilé Dramé, a entamé hier une visite de travail de deux jours à Alger, durant laquelle il discutera des relations bilatérales et du processus de paix au Mali.

M. Dramé a été accueilli, à son arrivée à l'aéroport international Houari-Boumediene, par le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum. Dans une déclaration à la presse, le ministre malien a indiqué être porteur d'un message du président malien, Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah. «Nous allons continuer les discussions algéro-maliennes entamées précédemment à Bamako entre les chefs de la diplomatie des deux pays», a-t-il déclaré, relevant que les deux parties veulent «renforcer davantage leurs relations bilatérales». Les discussions porteront aussi sur l'accord de paix et de réconciliation au Mali, un pro-



cessus lancé en 2014, sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie est chef de file. La visite à Alger de M. Dramé permettra également aux deux ministres de «poursuivre la concertation politique entre les deux pays autour des relations bilatérales et des questions régionales d'intérêt commun». Ce déplacement en Algérie du chef de la diplomatie

maliennne intervient à la suite de la visite à Bamako, les 17 et 18 juin dernier, de M. Boukadoum, à l'occasion de laquelle il a coprésidé avec son homologue malien la 14^{ème} session du Comité bilatéral stratégique (CBS) algéro-malien. M. Boukadoum a présidé à l'occasion de cette même visite la 3^{ème} réunion ministérielle du Comité de suivi de l'Accord (CSA) d'Alger.

Entretiens entre M. Boukadoum et son homologue malien Tiébilé Dramé

Le ministre des Affaires étrangères, Sabri Boukadoum, s'est entretenu hier à Alger avec son homologue malien, Tiébilé Dramé, qui effectue une visite de deux jours en Algérie, durant laquelle il remettra un message du président Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah. Les entretiens élargis aux membres des deux délégations se déroulent au siège du ministre des Affaires étrangères. Arrivé dans la matinée à Alger, M. Dramé a été accueilli à l'aéroport international Houari-Boumediene par M. Boukadoum. Dans une déclaration à la presse, le ministre malien a indiqué être porteur d'un message du président malien, Ibrahim Boubacar Keita, au chef de l'Etat, Abdelkader Bensalah. «Nous allons continuer les discussions algéro-maliennes entamées précédemment à Bamako entre les chefs de la diplomatie des deux pays», a-t-il notamment dit, faisant part de la volonté

des pays de «renforcer davantage leurs relations bilatérales». Les discussions porteront aussi sur l'accord de paix et de réconciliation au Mali, un processus lancé en 2014, sous la conduite d'une médiation internationale, dont l'Algérie avait été le chef de file. La visite à Alger de M. Dramé permettra également aux deux ministres de «poursuivre la concertation politique entre les deux pays autour des relations bilatérales et des questions régionales d'intérêt commun». Ce déplacement en Algérie du chef de la diplomatie maliennne intervient à la suite de la visite à Bamako, les 17 et 18 juin dernier, de M. Boukadoum, à l'occasion de laquelle il a coprésidé avec son homologue malien la 14^{ème} session du Comité bilatéral stratégique (CBS) algéro-malien. M. Boukadoum a présidé à l'occasion de cette même visite la 3^{ème} réunion ministérielle du Comité de suivi de l'Accord (CSA) d'Alger.

ALGÉRIE-ÉGYPTE Les sociétés égyptiennes disposées à travailler en Algérie dans des projets concrets

Les sociétés égyptiennes sont disposées à travailler avec leurs homologues algériennes dans des «projets concrets» en Algérie et à l'étranger, a affirmé lundi à Alger l'ambassadeur de l'Egypte en Algérie, Aïmen Machrafra. Lors d'une audience que lui a accordée le ministre de l'Énergie, Mohamed Arkab, l'ambassadeur a relevé l'excellence des relations de coopération entre les deux pays, en exprimant «l'intérêt et la disposition des sociétés égyptiennes à travailler avec les sociétés algériennes dans des projets concrets en Algérie et en de-

hors de l'Algérie». Au cours de l'audience, M. Arkab et l'ambassadeur ont passé en revue l'état des relations de coopération entre les deux pays dans le domaine de l'énergie, qualifiées de «très bonnes», a précisé un communiqué du ministère de l'Énergie. Les deux parties ont aussi relevé «les énormes possibilités et opportunités de coopération et d'investissement entre les entreprises des deux pays dans les domaines notamment de l'électricité, des énergies renouvelables, des hydrocarbures, de la pétrochimie et de la formation».

HADJ 2019 Arrivée à Médine des premiers groupes de hadjis

Les premiers groupes de hadjis sont arrivés, à l'aube d'hier à Médine, pour accomplir les rites du Hadj. «Toutes les mesures nécessaires ont été prises pour réserver le meilleur accueil aux hadjis» dans les Lieux saints, a indiqué, à l'APS, le chef du centre de Médine, Ahmed Slimani.



«Toutes les mesures ont été prises pour assurer une meilleure prise en charge de l'accueil, de l'hébergement, des visites et de la restauration, outre la prise en charge des aspects sanitaire, consulaire, d'orientation et de fatwa», a-t-il affirmé, insistant sur «l'accompagnement des hadjis lors de leur séjour à Médine, où ils passeront six nuits et sept jours, outre la préparation de leur départ vers la Mecque pour accomplir les rites du Hadj, passant par Miqat (Abiar Ali) pour se mettre en état de sacralisation (Ihram). «Nous rassurons tous les hadjis que nous serons à leur disposition pour leur assurer confort et bien-être», a indiqué à l'APS, le chef du groupe d'hébergement à Médine, Mohamed Mesbah, ajoutant que «les premiers groupes de hadjis, arrivés d'Alger, à 5h30mn (heure saoudienne), sur le vol de la compagnie aérienne saoudienne, ont été hébergés, dans de bonnes conditions, dans un hôtel deux étoiles». «Nous appelons les hadjis à

nous faciliter la tâche, pour réussir à les héberger dans les plus brefs délais», a-t-il précisé, ajoutant que «Nous sommes là pour héberger tous les hadjis et assurer leur bien-être, car c'est notre mission, afin de bien représenter notre pays». Approchés par l'APS, certains hadjis ont exprimé, à l'issue du parachèvement des procédures de leur hébergement, par les responsables de la mission et le service chargé des affaires des hadjis algériens à Médine, leur satisfaction des bonnes conditions et des facilitations garanties. Ils ont formé le vœu d'accomplir les rites du hadj dans les meilleures conditions, tout en souhaitant que la sécurité et la paix règnent en Algérie et dans tous les pays musulmans. A cet effet, Hadja Oum El Khir (62 ans) de la ville de Zeralda (Alger) a exprimé sa joie pour «les facilitations accordées en vue d'assurer le confort et le bien-être aux hadjis, qui sont les ambassadeurs de l'Algérie aux Lieux Saints». Même impression relevée chez Hadj Bouzidi (58 ans) de la wilaya de Laghouat qui espère que le pèlerinage se poursuive dans de bonnes conditions.

MDN

LUTTE CONTRE LA CONTREBANDE 14 orpailleurs arrêtés à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar

Quatorze orpailleurs ont été arrêtés lundi et du matériel utilisé dans l'exploitation illégale de l'or saisi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité organisée, des détachements de l'Armée nationale populaire ont arrêté, le 15 juillet 2019 lors d'opérations distinctes menées à Tamanrasset et Bordj Badji Mokhtar (6^{ème} Région militaire), quatorze (14) orpailleurs et saisi trois (03) groupes électrogènes,

trois (03) marteaux piqueurs, deux (02) détecteurs de métaux, un fusil (01) de chasse et quatre (04) véhicules», précise la même source.

Dans le même contexte, des Garde-côtes «ont saisi, à Mostaganem (2^{ème} RM), 34,75 kilogrammes de kif traité», tandis qu'un détachement de l'ANP «a mis en échec une tentative de contrebande de 2.430 litres de carburant à Tindouf (3^{ème} RM)».

Par ailleurs et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des Garde-frontières «ont intercepté sept (07) immigrants clandestins de différentes nationalités à Tlemcen (2^{ème} RM)», ajoute le communiqué.